



COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME
EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS

APERÇU

1999

Document d'information du Greffier de la Cour européenne des Droits de l'Homme

TABLE DES MATIERES

	Page
I. Historique, organisation et procédure.....	3
II. Composition de la Cour.....	9
III. Composition de la Grande Chambre et des Sections.....	11
IV. Liste chronologique des arrêts rendus par la Cour en 1999.....	13
V. Objet des arrêts rendus par la Cour en 1999.....	29
VI. Conclusion des arrêts rendus en 1999.....	35
VII. Violations par état.....	39
VIII. Affaires déferées à la Grande Chambre par décision du collège en 1999...	45
IX. Tableau récapitulatif des arrêts de Section non-définitifs rendus en 1999..	48
X. Informations statistiques.....	49
XI. Tableaux statistiques par pays.....	51

I. HISTORIQUE, ORGANISATION ET PROCEDURE

HISTORIQUE

A. La Convention européenne des Droits de l'Homme de 1950

1. La Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales a été élaborée au sein du Conseil de l'Europe. Ouverte à la signature à Rome le 4 novembre 1950, elle est entrée en vigueur en septembre 1953. Dans l'esprit de ses auteurs, il s'agissait de prendre les premières mesures propres à assurer la garantie collective de certains des droits énoncés dans la Déclaration universelle des Droits de l'Homme de 1948.

2. La Convention consacrait d'une part une série de droits et libertés civils et politiques et établissait d'autre part un système visant à garantir le respect par les Etats contractants des obligations assumées par eux. Trois institutions se partageaient la responsabilité de ce contrôle : la Commission européenne des Droits de l'Homme (mise en place en 1954), la Cour européenne des Droits de l'Homme (instituée en 1959) et le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, composé des ministres des Affaires étrangères des Etats membres ou de leurs représentants.

3. D'après la Convention de 1950, les Etats contractants et, là où ces derniers avaient accepté le droit de recours individuel, les requérants individuels (particuliers, groupes de particuliers ou organisations non gouvernementales) pouvaient saisir la Commission de requêtes dirigées contre les Etats contractants qu'ils estimaient avoir violé les droits garantis par la Convention.

Les requêtes faisaient tout d'abord l'objet d'un examen préliminaire par la Commission, qui statuait sur leur recevabilité. Celles qui étaient retenues donnaient lieu à une tentative de règlement amiable. En cas d'échec, la Commission rédigeait un rapport établissant les faits et formulant un avis sur le fond de l'affaire. Le rapport était transmis au Comité des Ministres.

4. Là où l'Etat défendeur avait accepté la juridiction obligatoire de la Cour, la Commission et tout Etat contractant concerné disposaient d'un délai de trois mois, à compter de la transmission du rapport au Comité des Ministres, pour porter l'affaire devant la Cour afin que celle-ci rende à son sujet une décision définitive et contraignante. Les particuliers n'étaient pas admis à saisir la Cour.

Si une affaire n'était pas déférée à la Cour, le Comité des Ministres décidait s'il y avait eu ou non violation de la Convention et accordait, le cas échéant, à la victime une satisfaction équitable. Il était également responsable de la surveillance de l'exécution des arrêts de la Cour.

B. Evolution ultérieure

5. Depuis l'entrée en vigueur de la Convention, onze Protocoles additionnels ont été adoptés. Les Protocoles n^{os} 1, 4, 6 et 7 ont ajouté des droits et libertés à ceux consacrés par la Convention. Le Protocole n^o 2 a donné à la Cour le pouvoir de rendre des avis consultatifs. Le Protocole n^o 9 a ouvert aux requérants individuels la possibilité de porter leur cause devant la Cour, sous réserve de la ratification dudit instrument par l'Etat défendeur et de l'acceptation de la saisine par un comité de filtrage. Le Protocole n^o 11 a restructuré le

mécanisme de contrôle (voir ci-dessous). Les autres Protocoles concernaient l'organisation des institutions mises en place par la Convention et la procédure devant être suivie devant eux.

6. A partir de 1980, l'augmentation croissante du nombre d'affaires portées devant les organes de la Convention rendit de plus en plus malaisée la tâche de maintenir la durée des procédures dans des limites acceptables. Le problème s'aggrava avec l'adhésion de nouveaux Etats contractants à partir de 1990.

Alors qu'elle avait enregistré 404 affaires en 1981, la Commission enregistra 2 037 en 1993 et 4 750 en 1997. Par ailleurs, le nombre de dossiers non enregistrés ou provisoires ouverts par elle au cours de cette même année 1997 avait grimpé à plus de 12 000. Les chiffres pour la Cour reflétaient une situation analogue : 7 affaires déférées en 1981, 52 en 1993 et 119 en 1997.

7. La charge de travail croissante finit par donner lieu à un long débat sur la nécessité de réformer le mécanisme de contrôle créé par la Convention. Au début des négociations, les avis étaient partagés quant au système qu'il convenait d'adopter. En définitive, ce fut la création d'une Cour unique à temps plein qui fut décidée. Le but poursuivi était de simplifier la structure afin de raccourcir la durée des procédures et de renforcer en même temps le caractère judiciaire du système, en le rendant complètement obligatoire et en abolissant le rôle décisionnel du Comité des Ministres.

Le 11 mai 1994 fut ouvert à la signature le Protocole n° 11 à la Convention européenne des Droits de l'Homme réformant le mécanisme de contrôle.

LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

A. Période transitoire

8. Subordonnée à une ratification par l'ensemble des Etats contractants, l'entrée en vigueur du Protocole n° 11 eut lieu le 1^{er} novembre 1998, un an après le dépôt auprès du Conseil de l'Europe du dernier instrument de ratification. Conçu comme devant servir de période préparatoire, ledit délai d'un an permit, entre autres, l'élection des juges. Ceux-ci se réunirent alors à diverses reprises afin de prendre les mesures organisationnelles et procédurales nécessaires pour que la Cour puisse fonctionner. C'est ainsi notamment qu'ils élirent leur président, deux vice-présidents (également présidents de section), deux présidents de section, quatre vice-présidents de section, un greffier et deux greffiers adjoints. Ils rédigèrent en outre un nouveau règlement.

La nouvelle Cour européenne des Droits de l'Homme a commencé à fonctionner le 1^{er} novembre 1998, date d'entrée en vigueur du Protocole n° 11. Le 31 octobre 1998, l'ancienne Cour avait cessé d'exister. Toutefois, conformément au Protocole n° 11, la Commission a continué pendant un an (jusqu'au 31 octobre 1999) à instruire les affaires déclarées recevables par elle avant la date d'entrée en vigueur du Protocole n° 11.

B. Organisation de la Cour

9. La Cour européenne des Droits de l'Homme instituée par la Convention telle qu'amendée se compose d'un nombre de juges égal à celui des Etats contractants (ils sont aujourd'hui au nombre de quarante et un). Il n'y a aucune restriction quant au nombre de juges possédant la même nationalité. Les juges sont élus, chaque fois pour six ans, par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Toutefois, le mandat d'une moitié des juges élus lors des premières élections expirera après trois ans, de sorte que le renouvellement des mandats de la moitié des juges se fasse tous les trois ans.

Les juges siègent à la Cour à titre individuel et ne représentent aucun Etat. Ils ne peuvent exercer aucune activité incompatible avec leurs devoirs d'indépendance et d'impartialité ou avec la disponibilité requise par une activité exercée à temps plein. Le mandat des juges s'achève dès qu'ils atteignent l'âge de soixante-dix ans.

La Cour plénière élit son président, deux vice-présidents et deux présidents de section pour une période de trois ans. Toutefois, pour une période de trois ans à compter de l'entrée en vigueur du Protocole n° 11 les deux présidents de section qui ne sont pas également vice-présidents de la Cour (voir paragraphe 10 ci-dessous) sont élus pour une période de dix-huit mois.

10. D'après son règlement, la Cour se divise en quatre sections, dont la composition, fixée pour trois ans, doit être équilibrée tant du point de vue géographique que du point de vue de la représentation des sexes et tenir compte des différents systèmes juridiques existant dans les Parties contractantes. Chaque section est présidée par un président, deux des présidents de section étant en même temps vice-présidents de la Cour. Les présidents de section sont assistés et, le cas échéant, remplacés par les vice-présidents de section.

11. Des comités de trois juges sont constitués pour une période de 12 mois au sein de chaque section. Ils représentent une caractéristique importante de la nouvelle structure car ils effectuent une grande part du travail de filtrage auparavant opéré par la Commission.

12. Des chambres de sept membres sont constituées au sein de chaque section, selon un système de rotation, le président de section et le juge élu au titre de l'Etat concerné y siégeant de droit. Lorsque le juge élu au titre de l'Etat concerné n'est pas membre de la section, il siège en qualité de membre de droit de la chambre. Les membres de la section qui ne sont pas membres titulaires de la chambre siègent en qualité de suppléants.

13. Forte de dix-sept juges, la Grande Chambre est constituée pour trois ans. Outre les membres de droit - le président, les vice-présidents et les présidents de section - elle est constituée, selon un système de rotation, à partir de deux groupes qui alternent tous les neuf mois et dont la composition se veut géographiquement équilibrée et tient compte des différents systèmes juridiques existant dans les Parties contractantes.

C. Procédure devant la Cour

1. Généralités

14. Tout Etat contractant (requête étatique) ou particulier s'estimant victime d'une violation de la Convention (requête individuelle) peut adresser directement à la Cour de Strasbourg une requête alléguant une violation par un Etat contractant de l'un des droits garantis par la Convention. Une note à l'usage des requérants et des formulaires de requête peuvent être obtenus au greffe.

15. La procédure devant la Cour européenne des Droits de l'Homme est contradictoire et publique. Les audiences sont publiques, à moins que la chambre/Grande Chambre n'en décide autrement en raison de circonstances exceptionnelles. Les mémoires et autres documents déposés au greffe de la Cour par les parties sont accessibles au public.

16. Les requérants individuels peuvent soumettre eux-mêmes des requêtes, mais une représentation par un avocat est recommandée, et même requise pour les audiences ou une fois que la requête a été déclarée recevable. Le Conseil de l'Europe a mis en place un système d'assistance judiciaire pour les requérants ayant des ressources insuffisantes.

17. Les langues officielles de la Cour sont le français et l'anglais, mais les requêtes peuvent être établies dans l'une des langues officielles des Etats contractants. Une fois que la requête a été déclarée recevable, une des langues officielles de la Cour doit être utilisée, à moins que le président de la chambre/Grande Chambre ne donne l'autorisation de continuer à employer la langue de la requête.

2. Procédure relative à la recevabilité

18. Chaque requête individuelle est attribuée à une section, dont le président désigne un rapporteur. Après un examen préliminaire de l'affaire, le rapporteur décide si celle-ci doit être examinée par un comité de trois membres ou par une chambre.

19. Un comité peut, à l'unanimité, déclarer une requête irrecevable ou la rayer du rôle de la Cour lorsque pareille décision peut être prise sans autre examen.

20. Outre les affaires qui leur sont directement attribuées par les rapporteurs, les chambres connaissent des requêtes individuelles qui n'ont pas été déclarées irrecevables par un comité de trois membres, ainsi que des requêtes étatiques. Elles se prononcent sur la recevabilité comme sur le fond des requêtes, en général par des décisions distinctes mais le cas échéant par des décisions uniques.

21. Les chambres peuvent à tout moment se dessaisir en faveur de la Grande Chambre lorsqu'une affaire soulève une question grave relative à l'interprétation de la Convention ou lorsque la solution d'une question peut conduire à une contradiction avec un arrêt rendu ultérieurement par la Cour, à moins que l'une des parties ne s'y oppose dans le délai d'un mois à compter de la notification de l'intention de la chambre de se dessaisir.

22. Le premier stade de la procédure est d'ordinaire écrit, même si la chambre peut décider de tenir audience, auquel cas le fond de l'affaire est également évoqué.

23. Prises à la majorité, les décisions de la chambre sur la recevabilité doivent être motivées et rendues publiques.

3. Procédure relative au fond

24. Une fois que la chambre a décidé de retenir la requête, elle peut inviter les parties à soumettre des preuves supplémentaires et des observations écrites, y compris, en ce qui concerne le requérant, une éventuelle demande de « satisfaction équitable », et à assister à une audience publique sur le fond de l'affaire.

25. Le président de la chambre peut, dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, inviter ou autoriser tout Etat contractant non partie à la procédure, ou toute personne intéressée autre que le requérant, à soumettre des observations écrites, ou, dans des circonstances exceptionnelles, à prendre part à l'audience. Un Etat contractant dont le ressortissant est un requérant dans l'affaire peut intervenir de droit.

26. Pendant la procédure relative au fond, des négociations tendant à la conclusion d'un règlement amiable peuvent être menées par l'intermédiaire du greffier. Ces négociations sont confidentielles.

4. Les arrêts

27. Les chambres statuent à la majorité. Tout juge ayant pris part à l'examen de l'affaire a le droit de joindre à l'arrêt soit l'exposé de son opinion séparée - concordante ou dissidente - soit une simple déclaration de dissentiment.

28. Dans le délai de trois mois à compter de la date du prononcé de l'arrêt rendu par une chambre, toute partie peut demander que l'affaire soit renvoyée à la Grande Chambre si elle soulève une question grave relative à l'interprétation ou à l'application de la Convention ou de ses Protocoles, ou une question grave de caractère général. Pareilles demandes sont examinées par un collège de cinq juges de la Grande Chambre, composé du président de la Cour, des présidents de section à l'exception du président de la section dont relève la chambre qui a rendu l'arrêt, et d'un autre juge, choisi, selon un système de rotation, parmi les juges n'ayant pas siégé dans la chambre initiale.

29. Un jugement de chambre devient définitif à l'expiration d'un délai de trois mois, ou avant si les parties déclarent ne pas avoir l'intention de demander le renvoi à la Grande Chambre ou si le collège de cinq juges a rejeté la demande de renvoi.

30. Si le collège accueille la demande, la Grande Chambre statue sur l'affaire à la majorité, par la voie d'un arrêt qui est définitif.

31. Tous les arrêts définitifs de la Cour sont contraignants pour les Etats défendeurs concernés.

32. Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe est responsable de la surveillance de l'exécution des arrêts. Il lui incombe ainsi de vérifier si les Etats qui ont été jugés avoir violé la Convention ont pris les mesures nécessaires pour s'acquitter des obligations spécifiques ou générales résultant des arrêts de la Cour.

5. Les avis consultatifs

33. La Cour peut, à la demande du Comité des Ministres, donner des avis consultatifs sur des questions juridiques concernant l'interprétation de la Convention et de ses Protocoles.

La décision du Comité des Ministres de demander un avis à la Cour est prise à la majorité.

34. Les demandes d'avis consultatifs sont examinées par la Grande Chambre, dont les avis sont émis à la majorité. Tout juge peut y joindre soit l'exposé de son opinion séparée - concordante ou dissidente - soit une simple déclaration de dissentiment.

II. COMPOSITION DE LA COUR

Au 31 décembre 1999 la Cour était composée comme suit (par ordre de préséance) :

M. Luzius WILDHABER, président	(Suisse)
M ^{me} Elisabeth PALM, vice-présidente	(Suédoise)
M. Christos ROZAKIS, vice-président	(Grec)
M. Nicolas BRATZA, président de section	(Britannique)
M. Matti PELLONPÄÄ, président de section	(Finlandais)
M. Benedetto CONFORTI	(Italien)
M. Antonio PASTOR RIDRUEJO	(Espagnol)
M. Luigi FERRARI BRAVO	(Italien) ¹
M. Gaukur JÖRUNDSSON	(Islandais)
M. Georg RESS	(Allemand)
M. Giovanni BONELLO	(Maltais)
M. Lucius CAFLISCH	(Suisse) ²
M. Loukis LOUCAIDES	(Chypriote)
M. Jerzy MAKARCZYK	(Polonais)
M. Pranas KŪRIS	(Lituanien)
M. Ireneu CABRAL BARRETO	(Portugais)
M. Riza TÜRMEŒ	(Turc)
M. Jean-Paul COSTA	(Français)
M ^{me} Françoise TULKENS	(Belge)
M ^{me} Viera STRÁŽNICKÁ	(Slovaque)
M. Corneliu BÎRSAN	(Roumain)
M. Peer LORENZEN	(Danois)
M. Willi FUHRMANN	(Autrichien)
M. Karel JUNGWIERT	(Tchèque)
M. Marc FISCHBACH	(Luxembourgeois)
M. Volodymyr BUTKEVYCH	(Ukrainien)
M. Josep CASADEVALL	(Andorran)

¹ Elu au titre de Saint-Marin.

² Elu au titre du Liechtenstein.

M. Boštjan ZUPANČIČ	(Slovène)
M ^{me} Nina VAJIĆ	(Croate)
M. John HEDIGAN	(Irlandais)
M ^{me} Wilhelmina THOMASSEN	(Néerlandaise)
M ^{me} Margarita TSATSA-NIKOLOVSKA	(ressortissante de "l'ex-République yougoslave de Macédoine")
M. Tudor PANTIRU	(Moldave)
M ^{me} Hanne Sophie GREVE	(Norvégienne)
M. András BAKA	(Hongrois)
M. Rait MARUSTE	(Estonien)
M. Egils LEVITS	(Letton)
M. Kristaq TRAJA	(Albanais)
M ^{me} Snejana BOTOCHAROVA	(Bulgare)
M. Mindia UGREKHELIDZE	(Géorgien)
M. Anatoly KOVLER	(Russe)
M. Michele de SALVIA, Greffier	(Italien)
M. Paul MAHONEY, Greffier adjoint	(Britannique)
M ^{me} Maud DE BOER-BUQUICCHIO, Greffière adjointe	(Néerlandaise)

III. COMPOSITION DE LA GRANDE CHAMBRE ET DES SECTIONS

Le 31 décembre 1999 la Grande Chambre et les Sections étaient composées comme suit (par ordre de préséance) :

Grande Chambre 1

M. L. Wildhaber, *président*
M^{me} E. Palm
M. C.L. Rozakis
Sir Nicolas Bratza
M. M. Pellonpää
M. B. Conforti
M. A. Pastor Ridruejo
M. G. Bonello
M. J. Makarczyk
M. P. Kūris
M. R. Türmen
M^{me} F. Tulkens
M^{me} V. Strážnická
M. C. Bîrsan
M. P. Lorenzen
M. M. Fischbach
M. V. Butkevych
M. J. Casadevall
M^{me} H. S. Greve
M. A.B. Baka
M. R. Maruste
M^{me} S. Botoucharova
M. M. Ugrekhelidze

Grande Chambre 2

M. L. Wildhaber, *président*
M^{me} E. Palm
M. C.L. Rozakis
Sir Nicolas Bratza
M. M. Pellonpää
M. L. Ferrari Bravo
M. Gaukur Jörundsson
M. G. Ress
M. L. Caflisch
M. L. Loucaides
M. I. Cabral Barreto
M. J.-P. Costa
M. W. Fuhrmann
M. K. Jungwiert
M. B. Zupančič
M^{me} N. Vajić
M. J. Hedigan
M^{me} W. Thomassen
M^{me} M. Tsatsa-Nikolovska
M. T. Panțîru
M. E. Levits
M. K. Traja

Section 1

M^{me} E. Palm, *présidente*
Mr J. Casadevall
Mr L. Ferrari Bravo
M. Gaukur Jörundsson
M. R. Türmen
Mr C. Bîrsan
Mr B. Zupančič
Mrs W. Thomassen
M. T. Panîru
M. R. Maruste

M. M. O'Boyle, *greffier*

Section 3

Sir Nicolas Bratza, *président*
M. J.-P. Costa
M. L. Loucaides
M. P. Kūris
M^{me} F. Tulkens
M. W. Fuhrmann
M. K. Jungwiert
M^{me} H.S. Greve
M. K. Traja
M. M. Ugrekhelidze

M^{me} S. Dollé, *greffière*

Section 2

M. C.L. Rozakis, *président*
M. M. Fischbach
M. L. Wildhaber
M. B. Conforti
M. G. Bonello
M^{me} V. Strážnická
M. P. Lorenzen
M^{me} M. Tsatsa-Nikolovska
M. A.B. Baka
M. E. Levits
M. A. Kovler

M. E. Fribergh, *greffier*

Section 4

M. M. Pellonpää, *président*
M. G. Ress
M. A. Pastor Ridruejo
M. L. Caflisch
M. J. Makarczyk
M. I. Cabral Barreto
M. V. Butkevych
M^{me} N. Vajić
M. J. Hedigan
M^{me} S. Botoucharova

M. V. Berger, *greffier*

IV. LISTE CHRONOLOGIQUE DES ARRETS RENDUS PAR LA COUR EN 1999

1. **Fressoz et Roire c. France**
(n° 29183/95)
21 janvier 1999 [Grande Chambre] Condamnation de journalistes pour avoir publié des extraits d'avis d'imposition (art. 10) [violation]
2. **Garcia Ruiz c. Espagne**
(n° 30544/96)
21 janvier 1999 [Grande Chambre] Insuffisance de motivation d'une décision juridictionnelle (art. 6 §§ 1 et 3(c)) [non-violation]
3. **Van Geyseghem c. Belgique**
(n° 26103/95)
21 janvier 1999 [Grande Chambre] Refus d'une cour d'appel d'autoriser la représentation en cas de non-comparution (art. 6 § 1) [violation]
4. **Janowski c. Pologne**
(n° 25716/94)
21 janvier 1999 [Grande Chambre] Condamnation pour injure à gardes municipaux (art. 10) [non-violation]
5. **Tsavachidis c. Grèce**
(n° 28802/95)
21 janvier 1999 [Grande Chambre] Allégation de surveillance secrète d'un témoin de Jéhovah (art. 8 et 9) [radiation – arrangement]
6. **Matthews c. Royaume-Uni**
(n° 24833/94)
18 février 1999 [Grande Chambre] Exclusion de Gibraltar des élections au Parlement européen (art. 3 du Prot. 1) [violation]
7. **Laino c. Italie**
(n° 33158/96)
18 février 1999 [Grande Chambre] Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1) [violation]
8. **Waite et Kennedy c. Allemagne**
(n° 26083/94)
18 février 1999 [Grande Chambre] Accès à un tribunal – Immunité d'une organisation internationale (art. 6 § 1) [non-violation]
9. **Beer et Regan c. Allemagne**
(n° 28934/95)
18 février 1999 [Grande Chambre] Accès à un tribunal – Immunité d'une organisation internationale (art. 6 § 1) [non-violation]
10. **Cable et autres c. Royaume-Uni**
(n° 24436/94, 24582/94, 24583/94, 24584/94, 24895/94, 25937/94, 25939/94, 25940/94, 25941/94, 26271/95, 26525/95, 27341/95, 27342/95, 27346/95, 27357/95, 27389/95, 27409/95, 27760/95, 27762/95, 27772/95, 28009/95, 28790/95, 30236/96, 30239/96, 30276/96, 30277/96, 30460/96, 30461/96, 30462/96, 31399/96, 31400/96, 31434/96, 31899/96, 32024/96, 32944/96),
18 février 1999 [Grande Chambre] Indépendance et impartialité de cours martiales (art. 6 § 1) [violation]

- | | | |
|-----|--|--|
| 11. | Hood c. Royaume-Uni
(n° 27267/95)
18 février 1999 [Grande Chambre] | Indépendance de l'officier de l'armée devant lequel un détenu a été traduit (art. 5 §§ 3 et 5) [violation] ;
Indépendance et impartialité d'une cour martiale (art. 6 § 1) [violation] |
| 12. | Larkos c. Chypre
(n° 29515/95)
18 février 1999 [Grande Chambre] | Traitement discriminatoire des locataires de logements appartenant à l'Etat (art. 14 + art. 8) [violation] |
| 13. | Buscarini et autres c. Saint-Marin
(n° 24645/94)
18 février 1999 [Grande Chambre] | Obligation pour les députés de prêter serment sur les Evangiles (art. 9) [violation] |
| 14. | Papachelas c. Grèce
(n° 31423/96)
25 mars 1999 [Grande Chambre] | Présomption irréfragable de profit résultant d'une expropriation (art. 1 du Prot. 1) [violation] ;
durée d'une procédure civile (art. 6 § 1) [non-violation] |
| 15. | Iatridis c. Grèce
(n° 31107/96)
25 mars 1999 [Grande Chambre] | Refus des autorités de restituer un terrain à un locataire après annulation de l'arrêté d'expulsion (art. 1 du Prot. 1) [violation] ;
Absence de recours effectif (art. 13) [violation] |
| 16. | Musial c. Pologne
(n° 24557/94)
25 mars 1999 [Grande Chambre] | Durée de la procédure de contrôle d'un internement psychiatrique (art. 5 § 4) [violation] |
| 17. | Nikolova c. Bulgarie
(n° 31195/96)
25 mars 1999 [Grande Chambre] | Rôle du magistrat instructeur et du procureur pour ordonner la mise en détention (art. 5 § 3) [violation] ;
portée du contrôle juridictionnel de la légalité de la détention (art. 5 § 4) [violation] |
| 18. | Pélissier et Sassi c. France
(n° 25444/94)
25 mars 1999 [Grande Chambre] | Requalification de faits par une cour d'appel sans donner à la défense la possibilité de soumettre des observations (art. 6 § 3 a) et b)) [violation] ;
durée de la procédure pénale (art. 6 § 1) [violation] |
| 19. | Lemoine c. France
(n° 26242/95)
1 ^{er} avril 1999 [Section IV] | Durée d'une procédure administrative (art. 6§1) [incompétence – tardiveté] |
| 20. | Trome c. Espagne
(n° 27781/95)
1 ^{er} avril 1999 [Section IV] | Refus d'autoriser une tierce partie à prendre part à une procédure civile qui la touche (art. 6§1) [radiation du rôle – arrangement] |
| 21. | Chassagnou et autres c. France
(n° 25088/94, 28331/95, 28443/95)
29 avril 1999 [Grande Chambre] | Obligation pour certains propriétaires d'adhérer à l'association de chasse locale et d'autoriser la chasse sur leurs terres (art. 11 et 14, et art. 1 du Prot. 1) [violation] |
| 22. | Aquilina c. Malte
(n° 25642/94)
29 avril 1999 [Grande Chambre] | Détenu traduit devant un juge non habilité à ordonner sa libération (art. 5 § 3) [violation] |

23. **T.W. c. Malte**
(n° 25644/94)
29 avril 1999 [Grande Chambre] Détenu traduit devant un juge non habilité à ordonner sa libération (art. 5 § 3)
[violation]
24. **Antunes Tomás Rebocho c. Portugal**
(n° 34562/97)
30 avril 1999 [Section IV] Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1)
[règlement amiable]
25. **Ledonne (n° 1) c. Italie**
(n° 35742/97)
12 mai 1999 [Section II] Durée d'une procédure pénale (art. 6 § 1)
[violation]
26. **Saccomanno c. Italie**
(n° 36719/97)
12 mai 1999 [Section II] Durée d'une procédure pénale (art. 6 § 1)
[violation]
27. **Ledonne (n° 2) c. Italie**
(n° 38414/97)
12 mai 1999 [Section II] Durée d'une procédure pénale (art. 6 § 1)
[violation]
28. **Jaffredou c. France**
(n° 39843/98)
19 mai 1999 [Section III] Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1)
[règlement amiable]
29. **Bladet Tromsø et Stensaas c. Norvège**
(n° 21980/93)
20 mai 1999 [Grande Chambre] Diffamation – reproduction d'un rapport non officiel (art. 10)
[violation]
30. **Rekvényi c. Hongrie**
(N°25390/94)
20 mai 1999 [Grande Chambre] Interdiction faite par la Constitution aux policiers de s'engager dans des activités politiques et d'adhérer à des partis politiques (art. 10 et 11) [non-violation]
31. **Oğur c. Turquie**
(n° 21594/93)
20 mai 1999 [Grande Chambre] Mort par balles d'un veilleur de nuit pendant une opération militaire (art. 2 + épuisement)
[violation]
32. **Caillot c. France**
(n° 36932/97)
4 juin 1999 [Section III] Durée d'une procédure administrative (art. 6§1)
[violation]
33. **Nunes Violante c. Portugal**
(N°33953/96)
8 juin 1999 [Section IV] Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1)
[violation]
34. **Zubani c. Italie**
(n° 14025/88)
16 juin 1999 [Grande Chambre] [Satisfaction équitable]
35. **Abdurrahim Incedursun c. Pays-Bas**
(n° 33124/96)
22 juin 1999 [Grande Chambre] Menace d'expulsion vers la Turquie (art. 3)
[règlement amiable]
36. **M.K. c. France**
(n° 30148/96)
22 juin 1999 [Section I] Ingérence dans la correspondance d'un prisonnier (art. 8)
[règlement amiable]

37. **Laureano Santos c. Portugal**
(n° 34139/96)
23 juin 1999 [Section IV] Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1)
[règlement amiable]
38. **Matter c. Slovaquie**
(n° 31534/96)
5 juillet 1999 [Section II] Durée d'une procédure relative à une
interdiction judiciaire pour des motifs de santé
mentale (art. 6 § 1) [violation]
Examen psychiatrique obligatoire (art. 8)
[non-violation]
39. **S.N. c. Portugal**
(n° 33289/96)
6 juillet 1999 [Section IV] Durée d'une procédure pénale avec constitution
de partie civile (art. 6 § 1)
[règlement amiable]
40. **Millan i Tornes c. Andorra**
(n° 35052/97)
6 juillet 1999 [Section I] Nécessité d'obtenir l'accord du ministère public
pour interjeter un recours d'*empara* en matière
pénale (art. 6 § 1)
[radiation du rôle – arrangement]
41. **Ceylan c. Turquie**
(n° 23556/94)
8 juillet 1999 [Grande Chambre] Condamnation pour incitation à l'hostilité et à la
haine (art. 10)
[violation]
42. **Arslan c. Turquie**
(n° 23462/94)
8 juillet 1999 [Grande Chambre] Condamnation pour propagande séparatiste
(art. 10)
[violation]
43. **Gerger c. Turquie**
(n° 24919/94)
8 juillet 1999 [Grande Chambre] Condamnation pour propagande séparatiste
(art. 10)
[violation]
Indépendance et impartialité d'une cour de
sûreté de l'Etat (art. 6 § 1)
[violation]
44. **Polat c. Turquie**
(n° 23500/94)
8 juillet 1999 [Grande Chambre] Condamnation pour propagande séparatiste
(art. 10)
[violation]
45. **Karataş c. Turquie**
(n° 23168/94)
8 juillet 1999 [Grande Chambre] Condamnation pour propagande séparatiste
(art. 10)
[violation]
Indépendance et impartialité d'une cour de
sûreté de l'Etat (art. 6 § 1)
[violation]
46. **Erdoğdu et İnce c. Turquie**
(n° 25067/94 et n° 25068/94)
8 juillet 1999 [Grande Chambre] Condamnation pour propagande séparatiste
(art. 10)
[violation]

47. **Başkaya et Okçuoğlu c. Turquie**
(n° 23536/94 et 24408/94)
8 juillet 1999 [Grande Chambre]
- Condamnation pour propagande séparatiste (art. 10)
[violation]
Indépendance et impartialité d'une cour de sûreté de l'Etat (art. 6 § 1)
[violation]
Absence de base légale claire pour condamner à l'emprisonnement (art. 7)
[violation]
48. **Okçuoğlu c. Turquie**
(n° 24146/94)
8 juillet 1999 [Grande Chambre]
- Condamnation pour propagande séparatiste (art. 10)
[violation]
Indépendance et impartialité d'une cour de sûreté de l'Etat (art. 6 § 1)
[violation]
49. **Sürek et Özdemir c. Turquie**
(n° 23927/94 et n° 24277/94)
8 juillet 1999 [Grande Chambre]
- Condamnation pour propagande séparatiste (art. 10)
[violation]
Indépendance et impartialité d'une cour de sûreté de l'Etat (art. 6 § 1)
[violation]
50. **Sürek c. Turquie (n° 1)**
(n° 26682/95)
8 juillet 1999 [Grande Chambre]
- Condamnation pour propagande séparatiste (art. 10)
[non-violation]
Indépendance et impartialité d'une cour de sûreté de l'Etat (art. 6 § 1)
[violation]
51. **Sürek c. Turquie (n° 2)**
(n° 24122/94)
8 juillet 1999 [Grande Chambre]
- Condamnation pour divulgation de l'identité de fonctionnaires chargés de la lutte contre le terrorisme (art. 10) [violation]
Indépendance et impartialité d'une cour de sûreté de l'Etat (art. 6 § 1)
[violation]
52. **Sürek c. Turquie (n° 3)**
(n° 24735/94)
8 juillet 1999 [Grande Chambre]
- Condamnation pour propagande séparatiste (art. 10)
[non-violation]
Indépendance et impartialité d'une cour de sûreté de l'Etat (art. 6 § 1)
[violation]
53. **Sürek c. Turquie (n° 4)**
(n° 24762/94)
8 juillet 1999 [Grande Chambre]
- Condamnation pour propagande séparatiste (art. 10)
[violation]
Indépendance et impartialité d'une cour de sûreté de l'Etat (art. 6 § 1)
[violation]

54. **Tanrıkulu c. Turquie**
(n° 23763/94)
8 juillet 1999 [Grande Chambre]
- Caractère effectif de l'enquête sur un meurtre perpétré par des inconnus (art. 2)
[violation]
Existence d'un recours effectif (art. 13)
[violation]
Allégation de discrimination (art. 14)
[non-violation]
Entraves à l'exercice du droit de recours individuel
[Manquement aux obligations]
55. **Çakıcı c. Turquie**
(n° 22479/93)
8 juillet 1999 [Grande Chambre]
- Disparition du frère du requérant après son arrestation (art. 2)
[violation]
Allégation de torture en garde à vue (art. 3)
[violation]
Droit à la liberté et à la sûreté (art. 5)
[violation]
Existence d'un recours effectif (art. 13)
[violation]
Articles 14 et 18 [non-violation]
56. **ERI, Lda. c. Portugal**
(n° 31823/96)
22 juillet 1999 [Section IV]
- Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1)
[règlement amiable]
57. **Scarth c. Royaume-Uni**
(n° 33745/96)
22 juillet 1999 [Section IV]
- Absence d'audience publique dans une procédure d'arbitrage (art. 6 § 1)
[violation]
58. **Santos c. Portugal**
(n° 35586/97)
22 juillet 1999 [Section IV]
- Durée d'une procédure pénale avec constitution de partie civile (art. 6 § 1)
[violation]
59. **Caetano Baeta c. Portugal**
(n° 36671/97)
22 juillet 1999 [Section IV]
- Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1)
[règlement amiable]
60. **Bottazzi c. Italie**
(n° 34884/97)
28 juillet 1999 [Grande Chambre]
- Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1)
[violation]
61. **A.P. c. Italie**
(n° 35265/97)
28 juillet 1999 [Grande Chambre]
- Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1)
[violation]
62. **Di Mauro c. Italie**
(n° 34256/96)
28 juillet 1999 [Grande Chambre]
- Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1)
[violation]
63. **A.L.M. c. Italie**
(n° 35284/97)
28 juillet 1999 [Grande Chambre]
- Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1)
[incompétence – tardiveté]
64. **Ferrari c. Italie**
(n° 33440/96)
28 juillet 1999 [Grande Chambre]
- Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1)
[violation]

65. **Immobiliare Saffi c. Italie**
(n° 22774/93)
28 juillet 1999 [Grande Chambre]
Echelonnement du concours de la force publique pour exécuter une décision d'expulsion (art. 1 du Prot. 1) [violation]
Non-exécution prolongée de décision de justice et impossibilité d'obtenir le contrôle par les tribunaux des décisions du préfet échelonnant le concours de la force publique (art. 6 § 1) [violation]
66. **Selmouni c. France**
(n° 25803/94)
28 juillet 1999 [Grande Chambre]
Torture en garde à vue (art. 3) [violation]
Durée d'une procédure pénale avec constitution de partie civile (art. 6 § 1) [violation]
67. **Douiye b c. Pays-Bas**
(n° 31464/96)
4 août 1999 [Grande Chambre]
Allégation d'irrégularité de la détention par suite d'une erreur de procédure dans l'ordonnance de garde à vue (art. 5 § 1) [non-violation]
Contrôle rapide de la légalité de la détention (art. 5 § 4) [non-violation]
68. **Bosio et Moretti c. Italie**
(n° 36608/97)
6 septembre 1999 [Section II]
Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1) [violation]
69. **Bohunický c. Slovaquie**
(n° 36570/97)
13 septembre 1999 [Section II]
Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1) [règlement amiable]
70. **Buscemi c. Italie**
(n° 29569/95)
16 septembre 1999 [Section II]
Garde d'un enfant (art. 8) [non-violation]
Impartialité du juge (art. 6 § 1) [violation]
71. **Lustig–Prean et Beckett c. Royaume-Uni**
(n° 31417/96 et n° 32377/96),
27 septembre 1999 [Section III]
Homosexuels exclus de l'armée après enquête sur leur vie privée (art. 8) [violation]
72. **Smith et Grady c. Royaume-Uni**
(n° 33985/96 et n° 33986/96),
27 septembre 1999 [Section III]
Homosexuels exclus de l'armée après enquête sur leur vie privée (art. 8) [violation]
Traitement dégradant (art. 3) [non-violation]
Existence d'un recours effectif (art. 13) [violation]
73. **Civet c. France**
(n° 29340/95)
28 septembre 1999 [Grande Chambre]
Durée d'une détention provisoire (art. 5 § 3) [Exception préliminaire fondée – non-épuisement]
74. **Dalban c. Roumanie**
(n° 28114/95)
28 septembre 1999 [Grande Chambre]
Condamnation pour diffamation (art. 10) [violation]

75.	Öztürk c. Turquie (n° 22479/93) 28 septembre 1999 [Grande Chambre]	Condamnation pour incitation à la haine et à l'hostilité (art. 10) [violation]
76.	Serre c. France (n° 29718/96) 29 septembre 1999 [Section III]	Absence d'audience publique dans procédure disciplinaire professionnelle (art. 6 § 1) [violation]
77.	Moore et Gordon c. Royaume-Uni (n° 36529/97 et n° 37393/97), 29 septembre 1999 [Section III]	Indépendance et impartialité des cours martiales (art. 6 § 1) [violation]
78.	Smith et Ford c. Royaume-Uni (n° 37475/97 et n° 39036/97), 29 septembre 1999 [Section III]	Indépendance et impartialité des cours martiales (art. 6 § 1) [violation]
79.	Djaid c. France (n° 38687/97) 29 septembre 1999 [Section III]	Durée d'une procédure pénale (art. 6 § 1) [violation]
80.	Conceição Gavina c. Portugal (n° 33435/96) 5 octobre 1999 [Section IV]	Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1) [violation]
81.	Scaruffi c. Italie (n° 33455/96) 5 octobre 1999 [Section II]	Durée d'une procédure pénale (art. 6 § 1) [règlement amiable]
82.	Bagedda et Delogu c. Italie (n° 33992/96) 5 octobre 1999 [Section II]	Durée d'une procédure pénale (art. 6 § 1) [règlement amiable]
83.	Donsimoni c. France (n° 36754/97) 5 octobre 1999 [Section III]	Durée d'une procédure pénale (art. 6 § 1) [violation]
84.	Pesoni c. Italie (n° 39694/98) 5 octobre 1999 [Section II]	Durée d'une procédure pénale (art. 6 § 1) [règlement amiable]
85.	Mangiola c. Italie (n° 40179/98) 5 octobre 1999 [Section II]	Durée d'une procédure pénale (art. 6 § 1) [règlement amiable]
86.	La Brocca et autres c. Italie (n° 40293/98 et n° 40295/98) 5 octobre 1999 [Section II]	Durée d'une procédure pénale (art. 6 § 1) [règlement amiable]
87.	Francesca c. Italie (n° 40665/98) 5 octobre 1999 [Section II]	Durée d'une procédure pénale (art. 6 § 1) [règlement amiable]
88.	Silvestri et autres c. Italie (n° 41327/98, 41328/98, 41329/98 and 41560/98), 5 octobre 1999 [Section II]	Durée d'une procédure pénale (art. 6 § 1) [règlement amiable]

89. **Perks et autres c. Royaume-Uni**
(n° 25277/94, 25279/94, 25280/94,
25281/94, 25285/94, 28048/95,
28192/95 et 28456/95)
12 octobre 1999 [Section III]
- Détention pour non-paiement de l'impôt de
capitation (art. 5 § 1)
[non-violation]
Absence d'aide judiciaire pour la procédure
relative au non-paiement de l'impôt de
capitation (art. 6 § 3 c)) [violation]
90. **Riera Blume et autres c. Espagne**
(n° 37680/97)
14 octobre 1999 [Section IV]
- Détention de membres d'une secte contre leur
gré pour les déprogrammer (art. 5 § 1)
[violation]
91. **Humen c. Pologne**
(n° 26614/95)
15 octobre 1999 [Grande Chambre]
- Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1)
[non-violation]
92. **G.S. c. Italie**
(n° 34204/96)
19 octobre 1999 [Section II]
- Durée d'une procédure pénale (art. 6 § 1)
[règlement amiable]
93. **Gelli c. Italie**
(n° 37752/97)
19 octobre 1999 [Section II]
- Durée d'une procédure pénale (art. 6 § 1)
[violation]
94. **Emmolo c. Italie**
(n° 42500/98)
19 octobre 1999 [Section II]
- Durée d'une procédure pénale (art. 6 § 1)
[règlement amiable]
95. **Scandella c. Italie**
(n° 43494/98)
19 octobre 1999 [Section II]
- Durée d'une procédure pénale (art. 6 § 1)
[règlement amiable]
96. **Macciocchi c. Italie**
(n° 43584/98)
19 octobre 1999 [Section II]
- Durée d'une procédure pénale (art. 6 § 1)
[règlement amiable]
97. **Carrozza c. Italie**
(n° 43598/98)
19 octobre 1999 [Section II]
- Durée d'une procédure pénale (art. 6 § 1)
[règlement amiable]
98. **Maini c. France**
(n° 31808/96)
26 octobre 1999 [Section III]
- Durée d'une procédure pénale avec constitution
de partie civile (art. 6 § 1)
[violation]
99. **Franzil c. Italie**
(n° 34214/96)
26 octobre 1999 [Section II]
- Durée d'une procédure pénale (art. 6 § 1)
[règlement amiable]
100. **Ceriello c. Italie**
(n° 33620/97)
26 octobre 1999 [Section II]
- Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1)
[violation]
101. **Scalvini c. Italie**
(n° 36621/97)
26 octobre 1999 [Section II]
- Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1)
[violation]

102. **Calor Sud c. Italie**
(n° 36624/97)
26 octobre 1999 [Section II] Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1)
[violation]
103. **Varipati c. Grèce**
(n° 38459/97)
26 octobre 1999 [Section II] Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1)
[violation]
Effet du retard sur le droit de propriété (art. 1 du Prot. 1) [non-violation]
104. **Ferrara et De Lorenzo c. Italie**
(n° 40282/98 et n° 40283/98)
26 octobre 1999 [Section II] Durée d'une procédure pénale (art. 6 § 1)
[règlement amiable]
105. **Escoubet c. Belgique**
(n° 26780/95)
28 octobre 1999 [Grande Chambre] Absence d'accès à un tribunal pour contrôler un
retrait temporaire de permis de conduire après
un accident (art. 6 § 1)
[non-violation – art. 6 non applicable]
106. **Zielinski et Pradal et
Gonzalez et autres c. France**
(n° 24846/94 et n° 34165/96
à n° 34173/96)
28 octobre 1999 [Grande Chambre] Adoption d'une loi influant sur l'issue d'une
procédure en cours
(art. 6 § 1)
[violation]
Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1)
[violation]
107. **Brumărescu c. Roumanie**
(n° 28342/95)
28 octobre 1999 [Grande Chambre] Annulation par la Cour suprême de justice d'un
arrêt définitif et irrévocable ordonnant la
restitution de biens nationalisés (art. 6 § 1)
[violation]
Privation de propriété (art. 1 du Prot. 1)
[violation]
108. **Wille c. Liechtenstein**
(n° 28396/95)
28 octobre 1999 [Grande Chambre] Déclaration du Prince du Liechtenstein signifiant
son intention de ne pas nommer à l'avenir le
requérant à une fonction publique en raison de
ses opinions sur certaines questions
constitutionnelles (art. 10)
[violation]
109. **Gatto c. Italie**
(n° 34469/97)
2 novembre 1999 [Section II] Durée d'une procédure pénale (art. 6 § 1)
[règlement amiable]
110. **Iuliano c. Italie**
(n° 35756/97)
2 novembre 1999 [Section II] Durée d'une procédure pénale (art. 6 § 1)
[règlement amiable]
111. **Rossi c. Italie**
(n° 36148/97)
2 novembre 1999 [Section II] Durée d'une procédure pénale (art. 6 § 1)
[règlement amiable]
112. **Passadoro c. Italie**
(n° 36740/97)
2 novembre 1999 [Section II] Durée d'une procédure pénale (art. 6 § 1)
[règlement amiable]
113. **G.M.N. c. Italie**
(n° 37131/97)
2 novembre 1999 [Section II] Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1)
[violation]

114.	Vitale et autres c. Italie (n° 37166/97) 2 novembre 1999 [Section II]	Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1) [violation]
115.	L.G. c. Italie (n° 37188/97) 2 novembre 1999 [Section II]	Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1) [violation]
116.	Ali' c. Italie (n° 37484/97) 2 novembre 1999 [Section II]	Durée d'une procédure pénale (art. 6 § 1) [règlement amiable]
117.	Ghilino c. Italie (n° 38116/97) 2 novembre 1999 [Section II]	Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1) [violation]
118.	Errigo c. Italie (n° 39789/98) 2 novembre 1999 [Section II]	Durée d'une procédure pénale (art. 6 § 1) [règlement amiable]
119.	Osteo Deutschland GmbH c. Allemagne (n° 26988/95) 3 novembre 1999 [Section IV]	Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1) [radiation du rôle]
120.	Špaček s.r.o. c. République tchèque (n° 26449/95) 9 novembre 1999 [Section III]	Accessibilité de la réglementation modifiant le mode de présentation des comptes d'une entreprise (art. 1 du Prot. 1) [non-violation]
121.	Aprile de Puoti c. Italie (n° 32375/96) 9 novembre 1999 [Section II]	Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1) [violation]
122.	Crossland c. Royaume-Uni (n° 36120/97) 9 novembre 1999 [Section III]	Non-versement de l'allocation de veuvage aux veufs (art. 14) [règlement amiable]
123.	Debboub alias Hussein Ali c. France (n° 37786/97) 9 novembre 1999 [Section III]	Durée d'une détention provisoire (art. 5 § 3) [violation]
124.	Arnò c. Italie (n° 38098/97) 9 novembre 1999 [Section II]	Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1) [violation]
125.	Bargagli c. Italie (n° 38109/97) 9 novembre 1999 [Section II]	Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1) [violation]
126.	M.C. c. Italie (n° 38478/97) 9 novembre 1999 [Section II]	Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1) [violation]
127.	Gozalvo c. France (n° 38894/97) 9 novembre 1999 [Section III]	Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1) [violation]

128.	Gros c. France (n° 43743/98) 9 novembre 1999 [Section III]	Durée d'une procédure relative à un emploi (art. 6 § 1) [règlement amiable]
129.	E.P. c. Italie (n° 31127/96) 16 novembre 1999 [Section II]	Durée de la procédure relative à la garde d'un enfant (art. 6 § 1) [violation] Placement de l'enfant (art. 8) [violation]
130.	Marques Gomes Galo c. Portugal (n° 35592/97) 23 novembre 1999 [Section IV]	Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1) [violation]
131.	Galinho Carvalho Matos c. Portugal (n° 35593/97) 23 novembre 1999 [Section IV]	Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1) [violation]
132.	Arvois c. France (n° 38249/97) 23 novembre 1999 [Section III]	Durée d'une procédure administrative (art. 6§1) [violation]
133.	Hashman et Harrup c. Royaume-Uni (n° 25594/94) 25 novembre 1999 [Grande Chambre]	Somme de bien se conduire – comportement contraire aux bonnes mœurs (art. 10) [violation]
134.	Nilsen et Johnsen c. Norvège (n° 23118/93) 25 novembre 1999 [Grande Chambre]	Déclarations jugées par tribunal nulles et non avenues (art. 10) [violation]
135.	Lughofer c. Autriche (n° 22811/93) 30 novembre 1999 [Section III]	Absence d'audience publique dans une procédure relative à un remembrement agraire (art. 6 § 1) [violation]
136.	Faulkner c. Royaume-Uni (n° 30308/96) 30 novembre 1999 [Section III]	Absence d'assistance judiciaire au civil à Guernesey (art. 6 § 1) [règlement amiable]
137.	Baghli c. France (n° 34374/97) 30 novembre 1999 [Section III]	Expulsion d'un étranger résidant de longue date dans le pays (art. 8) [non-violation]
138.	Bouilly c. France (n° 38952/97) 7 décembre 1999 [Section III]	Durée d'une procédure administrative (art. 6§1) [violation]
139.	Pellegrin c. France (n° 28541/95) 8 décembre 1999 [Grande Chambre]	Durée de la procédure relative au non- renouvellement d'un contrat d'emploi par le Gouvernement (art. 6 § 1) [non-violation – article 6 not applicable]
140.	Parti de la liberté et de la démocratie (ÖZDEP) c. Turquie (n° 23885/94) 8 décembre 1999 [Grande Chambre]	Dissolution d'un parti politique (art. 11) [violation]

141.	De Blasiis c. Italie (n° 33969/96) 14 décembre 1999 [Section II]	Durée d'une procédure pénale (art. 6 § 1) [violation]
142.	Khalifaoui c. France (n° 34791/97) 14 décembre 1999 [Section III]	Requérant déchu de son pourvoi faute de s'être mis en état avant l'audience (art. 6 § 1) [violation]
143.	Penna c. Italie (n° 35168/97) 14 décembre 1999 [Section II]	Durée d'une procédure pénale (art. 6 § 1) [règlement amiable]
144.	Ferreira de Sousa et Costa Araújo c. Portugal (n° 36257/97) 14 décembre 1999 [Section IV]	Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1) [violation]
145.	A.M. c. Italie (n° 37019/97) 14 décembre 1999 [Section II]	Impossibilité d'interroger les témoins à l'étranger (art. 6 §§ 3 d)) [violation]
146.	Antonakopoulos, Vortsela et Antonakopoulou c. Grèce (n° 37098/97) 14 décembre 1999 [Section III]	Refus des autorités d'exécuter une décision de justice définitive (art. 6 § 1) [violation] Non-paiement par l'Etat des sommes dues aux requérants (art. 1 du Prot. 1) [violation]
147.	Marchetti c. Italie (n° 37702/97) 14 décembre 1999 [Section II]	Durée d'une procédure pénale (art. 6 § 1) [violation]
148.	Serif c. Grèce (n° 38178/97) 14 décembre 1999 [Section II]	Condamnation d'un dirigeant religieux musulman pour usurpation des fonctions de ministre d'une "religion connue" (art. 9) [violation]
149.	Ediltes S.N.C. c. Italie (n° 40953/98) 14 décembre 1999 [Section II]	Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1) [violation]
150.	Cittadini et Ruffini c. Italie (n° 40955/98) 14 décembre 1999 [Section II]	Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1) [violation]
151.	I. c. Italie (n° 40957/98) 14 décembre 1999 [Section II]	Durée d'une procédure civile (Art 6 § 1) [violation]
152.	Cantacessi c. Italie (n° 40959/98) 14 décembre 1999 [Section II]	Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1) [violation]
153.	Cassetta c. Italie (n° 40961/98) 14 décembre 1999 [Section II]	Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1) [violation]

154.	Castelli c. Italie (n° 40962/98) 14 décembre 1999 [Section II]	Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1) [violation]
155.	Aiello c. Italie (n° 40963/98) 14 décembre 1999 [Section II]	Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1) [violation]
156.	R. c. Italie (n° 40964/98) 14 décembre 1999 [Section II]	Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1) [violation]
157.	P. c. Italie (n° 40966/98) 14 décembre 1999 [Section II]	Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1) [violation]
158.	Privitera c. Italie (n° 40967/98) 14 décembre 1999 [Section II]	Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1) [violation]
159.	Muso c. Italie (n° 40969/98) 14 décembre 1999 [Section II]	Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1) [violation]
160.	Di Rosa c. Italie (n° 40970/98) 14 décembre 1999 [Section II]	Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1) [violation]
161.	F. c. Italie (n° 40971/98) 14 décembre 1999 [Section II]	Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1) [violation]
162.	Masi c. Italie (n° 40972/98) 14 décembre 1999 [Section II]	Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1) [violation]
163.	Iadanza c. Italie (n° 40973/98) 14 décembre 1999 [Section II]	Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1) [violation]
164.	Ercolino et Ambrosino c. Italie (n° 40976/98) 14 décembre 1999 [Section II]	Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1) [violation]
165.	Mastroeni c. Italie (n° 41041/98) 14 décembre 1999 [Section II]	Durée d'une procédure pénale (art. 6 § 1) [règlement amiable]
166.	G.B.Z., L.Z. et S.Z. c. Italie (n° 41603/98) 14 décembre 1999 [Section II]	Durée d'une procédure pénale (art. 6 § 1) [violation]
167.	Iacopelli c. Italie (n° 41832/98) 14 décembre 1999 [Section IV]	Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1) [règlement amiable]
168.	M.R. c. Italie (n° 41892/98) 14 décembre 1999 [Section II]	Durée d'une procédure pénale (art. 6 § 1) [règlement amiable]

169. **Lombardo c. Italie**
(n° 42353/98)
14 décembre 1999 [Section II] Durée d'une procédure pénale (art. 6 § 1)
[règlement amiable]
170. **T. c. Royaume-Uni**
(n° 24724/94)
16 décembre 1999 [Grande Chambre] Procès d'un enfant pour meurtre devant un tribunal pour adultes (art. 3) [non-violation]
Détenition de l'enfant condamné "pour la durée qu'il plaira à sa Majesté" (art. 5 § 1 a))
[non-violation]
Absence de contrôle de la légalité du maintien en détention (art. 5 § 4)
[violation]
Participation effective de l'enfant à son procès devant un tribunal pour adultes (art. 6 § 1)
[violation]
Fixation par l'exécutif de la période minimale de détention à purger dans le cadre de la peine discrétionnaire (art. 6 § 1)
[violation]
171. **V. c. Royaume-Uni**
(n° 24888/94)
16 décembre 1999 [Grande Chambre] Procès d'un enfant pour meurtre devant un tribunal pour adultes (art. 3) [non-violation]
[non-violation]
Détenition de l'enfant condamné "pour la durée qu'il plaira à sa Majesté" (art. 5 § 1 a))
[non-violation]
Absence de contrôle de la légalité du maintien en détention (art. 5 § 4)
[violation]
Participation effective de l'enfant à son procès devant un tribunal pour adultes (art. 6 § 1)
[violation]
Fixation par l'exécutif de la période minimale de détention à purger dans le cadre de la peine discrétionnaire (art. 6 § 1)
[violation]
172. **Skoutaridou c. Turquie**
(n° 16159/90)
17 décembre 1999 [Section I] Accès à une propriété au Nord de Chypre (art. 1 du Prot. 1)
[radiation du rôle]
173. **G.S. c. Autriche**
(n° 26297/95)
21 décembre 1999 [Section III] Durée de la procédure relative à une demande de licence pour gérer une pharmacie (art. 6 § 1)
[violation]
174. **W.R. c. Autriche**
(n° 26602/95)
21 décembre 1999 [Section III] Durée de la procédure disciplinaire dirigée contre un avocat (art. 6 § 1)
[violation]
175. **Salgueiro da Silva Mouta c. Portugal**
(n° 33290/96)
21 décembre 1999 [Section IV] Refus d'accorder la garde à un père homosexuel (art. 8 et 14)
[violation]
176. **Demirtepe c. France**
(n° 34821/97)
21 décembre 1999 [Section III] Ouverture de la correspondance d'un prisonnier (art. 8)
[violation]

177. **Freitas Lopes c. Portugal**
(n° 36325/97)
21 décembre 1999 [Section IV]

Durée d'une procédure civile (art. 6 § 1)
[violation]

V. OBJET DES ARRETS RENDUS PAR LA COUR EN 1999

art. 2 *Affaires concernant essentiellement le droit à la vie*

- mort d'un veilleur de nuit pendant une opération militaire en Turquie (OĞUR)
- caractère effectif de l'enquête sur un meurtre perpétré par des inconnus en Turquie (TANRIKULU)
- disparition d'un détenu en Turquie (ÇAKICI)

art. 3 *Affaires concernant essentiellement l'intégrité physique*

- torture en détention en Turquie (ÇAKICI) et en France (SELMOUNI)
- menace d'expulsion des Pays-Bas vers la Turquie (ABDURRAHIM INCEDURSUN)

art. 5 *Affaires concernant essentiellement le droit à la liberté et à la sûreté*

- disparition d'un détenu en Turquie (ÇAKICI)
- erreur dans l'ordonnance de garde à vue et délai pour contrôler la légalité de la détention aux Pays-Bas (DOUIYEB)
- détention pour non-paiement de l'impôt de capitation au Royaume-Uni (PERKS et AUTRES)
- détention de membres d'une secte en vue de les déprogrammer en Espagne (RIERA BLUME et AUTRES)
- détention pour la durée qu'il plaira à sa Majesté d'enfants condamnés pour meurtre au Royaume-Uni et absence de contrôle de la légalité de leur maintien en détention (T. c. ROYAUME-UNI ; V. c. ROYAUME-UNI)
- indépendance et impartialité de l'officier de l'armée devant lequel un soldat détenu a été traduit au Royaume-Uni (HOOD)
- rôle du magistrat instructeur et du procureur pour ordonner la mise en détention et portée du contrôle juridictionnel de la légalité de la détention en Bulgarie (NIKOLOVA)
- juge non habilité à ordonner la libération d'un détenu à Malte (AQUILINA ; T.W. c. MALTE)
- durée de la détention provisoire en France (CIVET ; DEBBOUB)
- délai pour statuer sur une demande d'élargissement suite à un internement psychiatrique en Pologne (MUSIAL)

art. 6 *Affaires concernant essentiellement le droit à un procès équitable*

- allégation d'absence d'accès à un tribunal en Allemagne par suite de l'immunité d'une organisation internationale (WAITE et KENNEDY ; BEER et REGAN)
- nécessité d'obtenir l'accord du ministère public pour interjeter un recours d'*empara* en matière pénale en Andorre (MILLAN I TORNES)
- accès à un tribunal pour contester le retrait du permis de conduire à la suite d'un accident de la circulation en Belgique (ESCOUBET)

- requérant déchu de son pourvoi en cassation faute de s’être mis en état avant l’audience en France (KHALFAOUI)
- non-exécution prolongée d’une décision de justice et impossibilité d’obtenir le contrôle par les tribunaux des décisions du préfet échelonnant le concours de la force publique en Italie (IMMOBILIARE SAFFI)
- annulation par la Cour suprême de justice d’un arrêt définitif et irrévocable ordonnant la restitution de biens nationalisés en Roumanie (BRUMĂRESCU)
- refus des autorités d’exécuter une décision de justice définitive en Grèce (ANTONAKOPOULOS, VORTSELA et ANTONAKOPOULOU)
- allégation selon laquelle les tribunaux n’auraient pas examiné des arguments de manière adéquate au civil en Espagne (GARCIA RUIZ)
- refus d’une cour d’appel en Belgique d’autoriser la représentation d’un requérant qui n’a pas comparu en personne (VAN GEYSEGHEM)
- refus d’autoriser une tierce partie à intervenir dans une procédure civile en Espagne (TROME)
- absence d’assistance judiciaire pour une procédure relative au non-paiement de l’impôt de capitation au Royaume-Uni (PERKS et AUTRES) et pour une procédure civile à Guernesey (FAULKNER)
- adoption d’une loi influant sur l’issue d’une procédure en cours en France (ZIELINSKI et PRADAL & GONZALEZ et AUTRES)
- caractère effectif de la participation d’enfants à leur procès pour meurtre devant un tribunal pour adultes au Royaume-Uni et fixation par l’exécutif de la période minimale de détention (T. c. ROYAUME-UNI ; V. c. ROYAUME-UNI)
- absence d’audience publique dans une procédure d’arbitrage au Royaume-Uni (SCARTH), dans une procédure disciplinaire professionnelle en France (SERRE) et dans une procédure relative à un remembrement agraire en Autriche (LUGHOFER)
- durée de la procédure devant

les juridictions civiles, en France (JAFFREDOU ; ZIELINSKI et PRADAL & GONZALEZ et AUTRES ; GOZALVO), en Allemagne (OSTEO DEUTSCHLAND GMBH), en Grèce (PAPACHELAS ; VARIPATI), en Italie (LAINO ; BOTTAZZI ; A.P. c. ITALIE ; DI MAURO ; A.L.M. c. ITALIE ; FERRARI ; BOSIO et MORETTI ; CERIELLO ; SCALVINI ; CALOR SUD ; G.M.N. c. ITALIE ; VITALE et AUTRES ; L.G. c. ITALIE ; GHILINO ; APRILE DE PUOTO ; ARNÓ ; BARGAGLI ; M.C. c. ITALIE ; E.P. c. ITALIE ; EDILTES S.N.C. ; CITTADINI et RUFFINI ; I. c. ITALIE ; CANTACESSI ; CASSETTA ; CASTELLI ; AIELLO ; R. c. ITALIE ; P. c. ITALIE ; PRIVITERA ; MUSO ; DI ROSA ; F. c. ITALIE ; MASI ; IADANZA ; ERCOLINO et AMBROSINO ; IACOPELLI), en Pologne (HUMEN) ; au Portugal (ANTUNES TOMAS REBOCHO ; NUNES VIOLANTE ; LAUREANO SANTOS ; ERI, Lda ; CAETANO BAETA ; CONCEIÇÃO GAVINA ; MARQUES GOMES GALO ; GALINHO CARVALHO MATOS ; FERREIRA DE SOUSA et COSTA ARAÚJO ; FREITAS LOPES), en Slovaquie (MATTER ; BOHUNICKÝ)

les juridictions administratives, en Autriche (G.S. c. AUTRICHE) et en France (LEMOINE ; CAILLOT ; ARVOIS ; BOUILLY ; PELLEGRIN)

des organes disciplinaires en Autriche (W.R. c. AUTRICHE)

un conseil de prud’hommes en France (GROS)

les juridictions pénales, en France (PELISSIER et SASSI ; DJAID ; DONSIMONI), en Italie (LEDONNE (n° 1) ; SACCOMANO ; LEDONNE (n° 2) ; SCARUFFI ; BAGEDDA et DELOGU ; PESONI ; MANGIOLA ; LA BROCCA et AUTRES ; FRANCESCA ; SILVESTRI et AUTRES ; G.S. c. ITALIE ; GELLI ; EMMOLO ; SCANDELLA ; MACCIOCCHI ; CARROZZA ; FRANZIL ; FERRARA et DE LORENZO ; GATTO ; IULIANO ; ROSSI ; PASSADORO ; ALI' ; ERRIGO ; DE BLASIIIS ; MARCHETTI ; MASTROENI ; LOMBARDO ; M.R. c. ITALIE ; PENNA ; G.B.Z., L.Z. et S.Z c. ITALIE)

procédure pénale avec constitution de partie civile, en France (SELMOUNI ; MAINI), au Portugal (S.N. c. PORTUGAL ; SANTOS)

– indépendance et impartialité de cours de sûreté de l'Etat en Turquie (GERGER ; KARATAŞ ; BAŞKAYA et OKÇUOĞLU ; OKÇUOĞLU ; SÜREK et ÖZDEMİR ; SÜREK (n° 1) ; SÜREK (n° 2) ; SÜREK (n° 3) ; SÜREK (n° 4)) et de cours martiales au Royaume-Uni (CABLE et AUTRES ; HOOD ; MOORE et GORDON ; SMITH et FORD)

– impartialité d'un juge dans une procédure relative à la garde d'un enfant en Italie (BUSCEMI)

– requalification d'une infraction pénale par une cour d'appel en France (PELISSIER et SASSI)

– impossibilité d'interroger des témoins vivant à l'étranger dans le cadre d'une procédure pénale en Italie (A.M. c. ITALIE)

art. 7 *Affaires concernant essentiellement la non-rétroactivité des sanctions pénales*

– absence de base légale claire pour infliger une peine d'emprisonnement à un éditeur en Turquie (BAŞKAYA et OKÇUOĞLU)

art. 8 *Affaires concernant essentiellement le droit au respect de la vie privée et familiale, du domicile et de la correspondance*

– examen psychiatrique obligatoire en Slovaquie (MATTER)

– allégation de surveillance secrète d'un témoin de Jéhovah en Grèce (TSAVACHIDIS)

– renvoi d'homosexuels de l'armée au Royaume-Uni après enquête sur leur vie privée (LUSTIG-PREAN et BECKETT ; SMITH et GRADY)

– garde d'enfant en Italie (BUSCEMI)

– placement d'enfant en Italie (E.P. c. ITALIE)

– refus de confier la garde à un père en raison de son homosexualité, au Portugal (SALGUEIRA DA SILVA MOUTA)

– expulsion d'un étranger résidant de longue date en France (BAGHLI)

– ouverture de la correspondance d'un prisonnier par les autorités carcérales en France (M.K. c. FRANCE ; DEMIRTEPE)

art. 9 *Affaires concernant essentiellement la liberté de religion*

- allégation de surveillance secrète d'un témoin de Jéhovah en Grèce (TSAVACHIDIS)
- obligation pour les députés de prêter serment sur les Evangiles à Saint-Marin (BUSCARINI et AUTRES)
- condamnation d'un dirigeant religieux musulman pour usurpation des fonctions de ministre d'une « religion connue » en Grèce (SERIF)

art. 10 *Affaires concernant essentiellement la liberté d'expression*

- condamnation de journalistes pour avoir publié des extraits d'avis d'imposition en France (FRESCOZ et ROIRE)
- condamnation pour injure à gardes municipaux en Pologne (JANOWSKI)
- interdiction faite par la Constitution aux policiers de s'engager dans des activités politiques en Hongrie (REKVÉNYI)
- réparation accordée à une publication et un journaliste pour diffamation en Norvège (BLADET TROMSØ et STENSAAS)
- condamnation pour incitation à l'hostilité et à la haine en Turquie (CEYLAN ; ÖZTÜRK)
- condamnations pour propagande séparatiste en Turquie (ARSLAN ; GERGER ; POLAT ; KARATAŞ ; ERDOĞDU et İNCE ; BAŞKAYA et OKÇUOĞLU ; OKÇUOĞLU ; SÜREK et ÖZDEMİR ; SÜREK (n° 1) ; SÜREK (n° 3) ; SÜREK (n° 4))
- condamnation pour divulgation de l'identité de fonctionnaires chargés de la lutte contre le terrorisme en Turquie (SÜREK (n° 2))
- condamnation pour diffamation en Roumanie (DALBAN)
- déclaration du prince du Liechtenstein signifiant son intention de ne pas nommer le requérant à une fonction publique à l'avenir en raison des vues professées par ce dernier sur certaines questions constitutionnelles (WILLE)
- sommation de bien se conduire à la suite d'un comportement contraire aux bonnes mœurs au Royaume-Uni (HASHMAN et HARRUP)
- déclarations jugées nulles et non avenues par un tribunal en Norvège (NILSEN et JOHNSEN)

art. 11 *Affaires concernant essentiellement la liberté de réunion pacifique et la liberté d'association*

- dissolution d'un parti politique par la Cour constitutionnelle en Turquie (PARTI DE LA LIBERTE ET DE LA DEMOCRATIE (ÖZDEP))
- obligation pour certains propriétaires en France d'adhérer à l'association de chasse locale (CHASSAGNOU et AUTRES)
- interdiction faite par la Constitution aux policiers d'adhérer à des partis politiques en Hongrie (REKVÉNYI)

art. 13 *Affaires concernant essentiellement le droit à un recours effectif devant une instance nationale*

- recours au sujet du refus des autorités de restituer un terrain après annulation d'un arrêté d'expulsion en Grèce (IATRIDIS)
- recours au sujet d'une enquête insuffisante sur un meurtre perpétré par des inconnus en Turquie (TANRIKULU)
- recours au sujet de la disparition d'une personne arrêtée en Turquie (ÇAKIÇI)
- recours au sujet du renvoi d'homosexuels de l'armée au Royaume-Uni (SMITH et GRADY)

art. 14 *Affaires concernant essentiellement l'interdiction de toute discrimination*

- refus de confier la garde à un père au Portugal en raison de son homosexualité (SALGUEIRA DA SILVA MOUTA) (article 8 de la Convention)
- situation des locataires de logements appartenant à l'Etat à Chypre (LARKOS) (article 8 de la Convention)
- obligation pour certains propriétaires en France d'adhérer à l'association de chasse locale (CHASSAGNOU et AUTRES) (article 11 de la Convention et article 1 du Protocole n° 1)
- non-versement de l'allocation de veuvage aux veufs au Royaume-Uni (CROSSLAND) (article 1 du Protocole n° 1).

art. 1 *Affaires concernant essentiellement le droit de propriété*

Prot. 1

- présomption irréfragable de profit résultant d'une expropriation en Grèce (PAPACHELAS)
- refus des autorités de restituer un terrain à un locataire après annulation d'un arrêté d'expulsion en Grèce (IATRIDIS)
- obligation pour certains propriétaires en France d'autoriser la chasse sur leurs terres (CHASSAGNOU et AUTRES)
- échelonnement du concours de la force publique pour exécuter une décision d'expulsion en Italie (IMMOBILIARE SAFFI)
- effet de la durée de la procédure sur le droit de propriété en Grèce (VARIPATI)
- privation de propriété par suite de l'annulation par la Cour suprême de justice de Roumanie d'un arrêt définitif et irrévocable ordonnant la restitution de biens nationalisés (BRUMĂRESCU)
- allégation d'accessibilité insuffisante de la réglementation modifiant le mode de présentation des comptes en République tchèque (ŠPAČEK SRO)
- non-versement par les autorités des sommes dues à la suite d'une décision de justice (ANTONAKOPOULOS, VORTSELA et ANTONAKOPOULOU)
- accès à des biens au Nord de Chypre (SKOUTARIDOU c. TURQUIE)

art. 3 *Affaires concernant essentiellement le droit à des élections libres*
Prot. 1

- exclusion de Gibraltar des élections au Parlement européen (MATTHEWS c. ROYAUME-UNI).

VI. CONCLUSION DES ARRÊTS RENDUS EN 1999

a. Arrêts dans lesquels la Cour a trouvé au moins un chef de violation

1.	Fressoz et Roire c. France	article 10
2.	Van Geyseghem c. Belgique	article 6 § 1
3.	Matthews c. Royaume-Uni	article 3 du Protocole n° 1
4.	Laino c. Italie	article 6 § 1
5.	Cable et autres c. Royaume-Uni	article 6 § 1
6.	Hood c. Royaume-Uni	article 5 §§ 3 et 5 et article 6 § 1
7.	Larkos c. Chypre	article 14 combiné avec l'article 8
8.	Buscarini et autres c. Saint-Marin	article 9
9.	Papachelas c. Grèce	article 1 du Protocole n° 1
10.	Iatridis c. Grèce	article 1 du Protocole n° 1 et article 13
11.	Musiał c. Pologne	article 5 § 4
12.	Nikolova c. Bulgarie	article 5 § 3 et article 5 § 4
13.	Pélissier et Sassi c. France	article 6 § 3(a) et (b) et article 6 § 1
14.	Chassagnou et autres c. France	article 11 et article 1 du Protocole n° 1, pris isolément et combiné avec l'article 14
15.	Aquilina c. Malte	article 5 § 3
16.	T.W. c. Malte	article 5 § 3
17.	Ledonne (n° 1) c. Italie	article 6 § 1
18.	Saccomanno c. Italie	article 6 § 1
19.	Ledonne (n° 2) c. Italie	article 6 § 1
20.	Bladet Tromsø et Stensaas c. Norvège	article 10
21.	Oğur c. Turquie	article 2
22.	Caillot c. France	article 6 § 1
23.	Nunes Violante c. Portugal	article 6 § 1
24.	Matter c. Slovaquie	article 6 § 1
25.	Ceylan c. Turquie	article 10
26.	Arslan c. Turquie	article 10
27.	Gerger c. Turquie	article 10 et article 6 § 1
28.	Polat c. Turquie	article 10
29.	Karataş c. Turquie	article 10 et article 6 § 1
30.	Erdoğdu et İnce c. Turquie	article 10
31.	Başkaya et Okçuoğlu c. Turquie	article 10, article 6 § 1 et article 7
32.	Okçuoğlu c. Turquie	article 10 et article 6 § 1
33.	Sürek et Özdemir c. Turquie	art. 10 et article 6 § 1
34.	Sürek c. Turquie (n° 1)	article 6 § 1
35.	Sürek c. Turquie (n° 2)	article 10 et article 6 § 1
36.	Sürek c. Turquie (n° 3)	article 6 § 1
37.	Sürek c. Turquie (n° 4)	article 10 et article 6 § 1
38.	Tanrıkulu c. Turquie	article 2 et article 13 (+ ancien article 25)
39.	Çakıcı c. Turquie	article 2, article 3, article 5 et article 13
40.	Scarth c. Royaume-Uni	article 6 § 1
41.	Santos c. Portugal	article 6 § 1
42.	Bottazzi c. Italie	article 6 § 1
43.	A.P. c. Italie	article 6 § 1
44.	Di Mauro c. Italie	article 6 § 1
45.	Ferrari c. Italie	article 6 § 1
46.	Immobiliare Saffi c. Italie	article 1 du Protocole n° 1 et article 6 § 1
47.	Selmouni c. France	article 3 et article 6 § 1
48.	Bosio et Moretti c. Italie	article 6 § 1
49.	Buscemi c. Italie	article 6 § 1
50.	Lustig-Prean et Beckett c. Royaume-Uni	article 8
51.	Smith et Grady c. Royaume-Uni	article 8 et article 13

52.	Dalban c. Roumanie	article 10
53.	Öztürk c. Turquie	article 10
54.	Serre c. France	article 6 § 1
55.	Moore et Gordon c. Royaume-Uni	article 6 § 1
56.	Smith et Ford c. Royaume-Uni	article 6 § 1
57.	Djaid c. France	article 6 § 1
58.	Conceição Gavina c. Portugal	article 6 § 1
59.	Donsimoni c. France	article 6 § 1
60.	Perks et autres c. Royaume-Uni	article 6 § 3 c)
61.	Riera Blume et autres c. Espagne	article 5 § 1
62.	Gelli c. Italie	article 6 § 1
63.	Maini c. France	article 6 § 1
64.	Ceriello c. Italie	article 6 § 1
65.	Scalvini c. Italie	article 6 § 1
66.	Calor Sud c. Italie	article 6 § 1
67.	Varipati c. Grèce	article 6 § 1
68.	Zielinski et Pradal et Gonzalez et autres c. France	article 6 § 1
69.	Brumărescu c. Roumanie	article 6 § 1 et article 1 du Protocole n° 1
70.	Wille c. Liechtenstein	article 10
71.	G.M.N. c. Italie	article 6 § 1
72.	Vitale et autres c. Italie	article 6 § 1
73.	L.G. c. Italie	article 6 § 1
74.	Ghilino c. Italie	article 6 § 1
75.	Aprile de Puoti c. Italie	article 6 § 1
76.	Debboub alias Hussein Ali c. France	article 5 § 3
77.	Arnò c. Italie	article 6 § 1
78.	Bargagli c. Italie	article 6 § 1
79.	M.C. c. Italie	article 6 § 1
80.	Gozalvo c. France	article 6 § 1
81.	E.P. c. Italie	article 6 § 1 et article 8
82.	Marques Gomes Galo c. Portugal	article 6 § 1
83.	Galinho Carvalho Matos c. Portugal	article 6 § 1
84.	Arvois c. France	article 6 § 1
85.	Hashman et Harrup c. Royaume-Uni	article 10
86.	Nilsen et Johnsen c. Norvège	article 10
87.	Lughofer c. Autriche	article 6 § 1
88.	Bouilly c. France	article 6 § 1
89.	Parti de la liberté et de la démocratie (ÖZDEP) c. Turquie	article 11
90.	Antonakopoulos, Vortsela et Antonakopoulou c. Grèce	article 6 § 1 et article 1 du Protocole n° 1
91.	Khalfaoui c. France	article 6 § 1
92.	De Blasiis c. Italie	article 6 § 1
93.	Marchetti c. Italie	article 6 § 1
94.	A.M. c. Italie	article 6 §§ 1 et 3 d)
95.	G.B.Z., L.Z. et S.Z. c. Italie	article 6 § 1
96.	Ediltes S.N.C. c. Italie	article 6 § 1
97.	Cittadini et Ruffini c. Italie	article 6 § 1
98.	I. c. Italie	article 6 § 1
99.	Cantacessi c. Italie	article 6 § 1
100.	Cassetta c. Italie	article 6 § 1
101.	Castelli c. Italie	article 6 § 1
102.	Aiello c. Italie	article 6 § 1

103.	R. c. Italie	article 6 § 1
104.	P. c. Italie	article 6 § 1
105.	Privitera c. Italie	article 6 § 1
106.	Muso c. Italie	article 6 § 1
107.	Di Rosa c. Italie	article 6 § 1
108.	F. c. Italie	article 6 § 1
109.	Masi c. Italie	article 6 § 1
110.	Iadanza c. Italie	article 6 § 1
111.	Ercolino et Ambrosino c. Italie	article 6 § 1
112.	Serif c. Grèce	article 9
113.	Ferreira de Sousa et Costa Araújo c. Portugal	article 6 § 1
114.	T. c. Royaume-Uni	article 5 § 4 et article 6 § 1
115.	V. c. Royaume-Uni	article 5 § 4 et article 6 § 1
116.	Freitas Lopes c. Portugal	article 6 § 1
117.	Salgueiro da Silva Mouta c. Portugal	article 8 combiné avec l'article 14
118.	Demirtepe c. France	article 8
119.	G.S. c. Autriche	article 6 § 1
120.	W.R. c. Autriche	article 6 § 1

b. Arrêts où la Cour n'a trouvé aucune violation :

1. **Garcia Ruiz c. Espagne**
2. **Janowski c. Pologne**
3. **Waite et Kennedy c. Allemagne**
4. **Beer et Regan c. Allemagne**
5. **Rekvényi c. Hongrie**
6. **Douiheb c. Pays-Bas**
7. **Humen c. Pologne**
8. **Escoubet c. Belgique**
9. **Špaček s.r.o. c. République tchèque**
10. **Baghli c. France**
11. **Pellegrin c. France**

c. Arrêts de radiation du rôle

1. **Tsavachidis c. Grèce** (arrangement)
2. **Trome c. Espagne** (arrangement)
3. **Antunes Tomás Rebocho c. Portugal** (règlement amiable)
4. **Jaffredou c. France** (règlement amiable)
5. **Abdurrahim Incedursun c. Pays-Bas** (règlement amiable)
6. **M.K. c. France** (règlement amiable)
7. **Laureano Santos c. Portugal** (règlement amiable)
8. **S.N. c. Portugal** (règlement amiable)
9. **Millan i Tornes c. Andorra** (arrangement)
10. **ERI, Lda. c. Portugal** (règlement amiable)
11. **Caetano Baeta c. Portugal** (règlement amiable)
12. **Bohunický c. Slovaquie** (règlement amiable)
13. **Scaruffi c. Italie** (règlement amiable)
14. **Bagedda et Delogu c. Italie** (règlement amiable)
15. **Pesoni c. Italie** (règlement amiable)
16. **Mangiola c. Italie** (règlement amiable)
17. **La Brocca et autres c. Italie** (règlement amiable)
18. **Francesca c. Italie** (règlement amiable)
19. **Silvestri et autres c. Italie** (règlement amiable)
20. **G.S. c. Italie** (règlement amiable)

21. **Emmolo c. Italie** (règlement amiable)
22. **Scandella c. Italie** (règlement amiable)
23. **Macciocchi c. Italie** (règlement amiable)
24. **Carrozza c. Italie** (règlement amiable)
25. **Franzil c. Italie** (règlement amiable)
26. **Ferrara et De Lorenzo c. Italie** (règlement amiable)
27. **Gatto c. Italie** (règlement amiable)
28. **Iuliano c. Italie** (règlement amiable)
29. **Rossi c. Italie** (règlement amiable)
30. **Passadoro c. Italie** (règlement amiable)
31. **Ali' c. Italie** (règlement amiable)
32. **Errigo c. Italie** (règlement amiable)
33. **Osteo Deutschland GmbH c. Allemagne**
34. **Crossland c. Royaume-Uni** (règlement amiable)
35. **Gros c. France** (règlement amiable)
36. **Faulkner c. Royaume-Uni** (règlement amiable)
37. **Mastroeni c. Italie** (règlement amiable)
38. **Lombardo c. Italie** (règlement amiable)
39. **M.R. c. Italie** (règlement amiable)
40. **Penna c. Italie** (règlement amiable)
41. **Iacopelli c. Italie** (règlement amiable)
42. **Skoutaridou c. Turquie**

d. Affaires non examinées au fond

1. **Lemoine c. France** (incompétence)
2. **Zubani c. Italie** (satisfaction équitable)
3. **A.L.M. c. Italie** (incompétence)
4. **Civet c. France** (non-épuisement)

VII. VIOLATIONS PAR ETAT

VIOLATIONS

AUTRICHE

1. **Lughofer c. Autriche** article 6 § 1
2. **G.S. c. Autriche** article 6 § 1
3. **W.R. c. Autriche** article 6 § 1

BELGIQUE

1. **Van Geyselhem c. Belgique** article 6 § 1

BULGARIE

1. **Nikolova c. Bulgarie** article 5 § 3 et article 5 § 4

CHYPRE

1. **Larkos c. Chypre** article 14 combiné avec article 8

FRANCE

1. **Fressoz et Roire c. France** article 10
2. **Pélessier et Sassi c. France** article 6 § 3(a) et (b) et article 6 § 1
3. **Chassagnou et autres c. France** article 11 et article 1 du Protocole n° 1
4. **Caillot c. France** article 6 § 1
5. **Selmouni c. France** article 3 et article 6 § 1
6. **Serre c. France** article 6 § 1
7. **Djaid c. France** article 6 § 1
8. **Donsimoni c. France** article 6 § 1
9. **Maini c. France** article 6 § 1
10. **Zielinski et Pradal et Gonzalez et autres c. France** article 6 § 1
11. **Debboub alias Hussein Ali c. France** article 5 § 3
12. **Gozalvo c. France** article 6 § 1
13. **Arvois c. France** article 6 § 1
14. **Bouilly c. France** article 6 § 1
15. **Khalifaoui c. France** article 6 § 1
16. **Demirtepe c. France** article 8

GRECE

1. **Papachelas c. Grèce** article 1 du Protocole n° 1
2. **Iatridis c. Grèce** article 1 du Protocole n° 1 et article 13
3. **Varipati c. Grèce** article 6 § 1
4. **Antonakopoulos, Vortsela et Antonakopoulou c. Grèce** article 6 § 1 et article 1 du Protocole n° 1
5. **Serif c. Grèce** article 9

ITALIE

1.	Laino c. Italie	article 6 § 1
2.	Ledonne (N° 1) c. Italie	article 6 § 1
3.	Sacomanno c. Italie	article 6 § 1
4.	Ledonne (N° 2) c. Italie	article 6 § 1
5.	Bottazzi c. Italie	article 6 § 1
6.	A.P. c. Italie	article 6 § 1
7.	Di Mauro c. Italie	article 6 § 1
8.	Ferrari c. Italie	article 6 § 1
9.	Immobiliare Saffi c. Italie	article 1 du Protocole n° 1 et article 6 § 1
10.	Bosio et Moretti c. Italie	article 6 § 1
11.	Buscemi c. Italie	article 6 § 1
12.	Gelli c. Italie	article 6 § 1
13.	Ceriello c. Italie	article 6 § 1
14.	Scalvini c. Italie	article 6 § 1
15.	Calor Sud c. Italie	article 6 § 1
16.	G.M.N. c. Italie	article 6 § 1
17.	Vitale et autres c. Italie	article 6 § 1
18.	L.G. c. Italie	article 6 § 1
19.	Ghilino v. Italie	article 6 § 1
20.	Aprile de Puoti c. Italie	article 6 § 1
21.	Arnò c. Italie	article 6 § 1
22.	Bargagli c. Italie	article 6 § 1
23.	M.C. c. Italie	article 6 § 1
24.	E.P. c. Italie	article 6 § 1 et article 8
25.	De Blasiis c. Italie	article 6 § 1
26.	Marchetti c. Italie	article 6 § 1
27.	A.M. c. Italie	article 6 §§ 1 et 3(d)
28.	G.B.Z., L.Z. et S.Z. c. Italie	article 6 § 1
29.	Ediltes S.N.C. c. Italie	article 6 § 1
30.	Cittadini et Ruffini c. Italie	article 6 § 1
31.	I. c. Italie	article 6 § 1
32.	Cantacessi c. Italie	article 6 § 1
33.	Cassetta c. Italie	article 6 § 1
34.	Castelli c. Italie	article 6 § 1
35.	Aiello c. Italie	article 6 § 1
36.	R. c. Italie	article 6 § 1
37.	P. c. Italie	article 6 § 1
38.	Privitera c. Italie	article 6 § 1
39.	Muso c. Italie	article 6 § 1
40.	Di Rosa c. Italie	article 6 § 1
41.	F. c. Italie	article 6 § 1
42.	Masi c. Italie	article 6 § 1
43.	Iadanza c. Italie	article 6 § 1
44.	Ercolino et Ambrosino c. Italie	article 6 § 1

LIECHTENSTEIN

1.	Wille c. Liechtenstein	article 10
----	-------------------------------	------------

MALTE

1.	Aquilina c. Malte	article 5 § 3
2.	T.W. c. Malte	article 5 § 3

NORVEGE

1. **Bladet Tromsø et Stensaas c. Norvège** article 10
2. **Nilsen et Johnsen c. Norvège** article 10

POLOGNE

1. **Musiał c. Pologne** article 5 § 4

PORTUGAL

1. **Nunes Violante c. Portugal** article 6 § 1
2. **Santos c. Portugal** article 6 § 1
3. **Conceição Gavina c. Portugal** article 6 § 1
4. **Marques Gomes Galo c. Portugal** article 6 § 1
5. **Galinho Carvalho Matos c. Portugal** article 6 § 1
6. **Ferreira de Sousa et Costa Araújo c. Portugal** article 6 § 1
7. **Freitas Lopes c. Portugal** article 6 § 1
8. **Salgueiro da Silva Mouta c. Portugal** article 8 combiné avec article 14

ROUMANIE

1. **Dalban c. Roumanie** article 10
2. **Brumărescu c. Roumanie** article 6 § 1 et article 1 du Protocole n° 1

SAINT-MARIN

1. **Buscarini et autres c. Saint-Marin** article 9

SLOVAQUIE

1. **Matter c. Slovaquie** article 6 § 1

ESPAGNE

1. **Riera Blume et autres c. Espagne** article 5 § 1

TURQUIE

1. **Oğur c. Turquie** article 2
2. **Ceylan c. Turquie** article 10
3. **Arslan c. Turquie** article 10
4. **Gerger c. Turquie** article 10 et article 6 § 1
5. **Polat c. Turquie** article 10
6. **Karataş c. Turquie** article 10 et article 6 § 1
7. **Erdoğan et İnce c. Turquie** article 10
8. **Başkaya et Okçuoğlu c. Turquie** article 10, article 6 § 1 et article 7
9. **Okçuoğlu c. Turquie** article 10 et article 6 § 1
10. **Sürek et Özdemir c. Turquie** article 10 et article 6 § 1

11.	Süreç c. Turquie (no. 1)	article 6 § 1
12.	Süreç c. Turquie (no. 2)	article 10 et article 6 § 1
13.	Süreç c. Turquie (no. 3)	article 6 § 1
14.	Süreç c. Turquie (no. 4)	article 10 et article 6 § 1
15.	Tanrıkulu c. Turquie	article 2 et article 13 (+ ancien article 25)
16.	Çakıcı c. Turquie	article 2, article 3, article 5 et article 13
17.	Öztürk c. Turquie	article 10
18.	Parti de la Liberté et de la Démocratie (ÖZDEP) c. Turquie	article 11

ROYAUME-UNI

1.	Matthews c. Royaume-Uni	article 3 du Protocole n° 1
2.	Cable et autres c. Royaume-Uni	article 6 § 1
3.	Hood c. Royaume-Uni	article 5 §§ 3 et 5 et article 6 § 1
4.	Scarth c. Royaume-Uni	article 6 § 1
5.	Lustig-Prean et Beckett c. Royaume-Uni	article 8
6.	Smith et Grady c. Royaume-Uni	article 8 et article 13
7.	Moore et Gordon c. Royaume-Uni	article 6 § 1
8.	Smith et Ford c. Royaume-Uni	article 6 § 1
9.	Perks et autres c. Royaume-Uni	article 6 § 3(c)
10.	Hashman et Harrup c. Royaume-Uni	article 10
11.	T. c. Royaume-Uni	article 5 § 4 et article 6 § 1
12.	V. c. Royaume-Uni	article 5 § 4 et article 6 § 1

TOTAL : 120

NON -VIOLATIONS

BELGIQUE	1.	Escoubet c. Belgique
REPUBLIQUE TCHEQUE	1.	Špaček s.r.o. c. la République tchèque
FRANCE	1. 2.	Baghli c. France Pellegrin c. France
ALLEMAGNE	1. 2.	Waite et Kennedy c. Allemagne Beer et Regan c. Allemagne
HONGRIE	1.	Rekvényi c. Hongrie
PAYS-BAS	1.	Douiyeb c. Pays-Bas
POLOGNE	1. 2.	Janowski c. Pologne Humen c. Pologne
ESPAGNE	1.	Garcia Ruiz c. Espagne
TOTAL	:	11

ARRETS DE RADIATION DU ROLE

ANDORRE	1.	Millan i Tornes c. Andorre (arrangement)
FRANCE	1. 2. 3.	Jaffredou c. France (règlement amiable) M.K. c. France (règlement amiable) Gros c. France (règlement amiable)
ALLEMAGNE	1.	Osteo Deutschland GmbH c. Allemagne
GRECE	1.	Tsavachidis c. Grèce (arrangement)
ITALIE	1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16.	Scaruffi c. Italie (règlement amiable) Bagedda et Delogu c. Italie (règlement amiable) Pesoni c. Italie (règlement amiable) Mangiola c. Italie (règlement amiable) La Brocca et autres c. Italie (règlement amiable) Francesca c. Italie (règlement amiable) Silvestri et autres c. Italie (règlement amiable) G.S. c. Italie (règlement amiable) Emmolo c. Italie (règlement amiable) Scandella c. Italie (règlement amiable) Macciocchi c. Italie (règlement amiable) Carrozza c. Italie (règlement amiable) Franzil c. Italie (règlement amiable) Ferrara et De Lorenzo c. Italie (règlement amiable) Gatto c. Italie (règlement amiable) Iuliano c. Italie (règlement amiable)

	17.	Rossi c. Italie (règlement amiable)
	18.	Passadoro c. Italie (règlement amiable)
	19.	Ali' c. Italie (règlement amiable)
	20.	Errigo c. Italie (règlement amiable)
	21.	Mastroeni c. Italie (règlement amiable)
	22.	Lombardo c. Italie (règlement amiable)
	23.	M.R. c. Italie (règlement amiable)
	24.	Penna c. Italie (règlement amiable)
	25.	Iacopelli c. Italie (règlement amiable)
PAYS-BAS	1.	Abdurrahim Incedursun c. Pays-Bas (règlement amiable)
PORTUGAL	1.	Antunes Tomás Rebocho c. Portugal (règlement amiable)
	2.	Laureano Santos c. Portugal (règlement amiable)
	3.	S.N. c. Portugal (règlement amiable)
	4.	ERI, Lda. c. Portugal (règlement amiable)
	5.	Caetano Baeta c. Portugal (règlement amiable)
SLOVAQUIE	1.	Bohunický c. Slovaquie (règlement amiable)
ESPAGNE	1.	Trome Espagne (arrangement)
TURQUIE	1.	Skoutaridou c. Turquie
ROYAUME-UNI	1.	Crossland c. Royaume-Uni (règlement amiable)
	2.	Faulkner c. Royaume-Uni (règlement amiable)
TOTAL	:	42

AFFAIRES NON EXAMINEES AU FOND

FRANCE	1.	Lemoine c. France (incompétence)
	2.	Civet c. France (non-épuisement)
ITALIE	1.	A.L.M. v. Italy (incompétence)
	2.	Zubani (satisfaction satisfaction)
TOTAL	:	4

VIII. AFFAIRES DEFEREES A LA GRANDE CHAMBRE PAR DECISION DU COLLEGE EN 1999

- IMMOBILIARE SAFFI c. Italie (N° 22774/93) ayant trait à l'impossibilité pour le requérant d'obtenir l'exécution d'une décision d'expulsion, en raison du refus du préfet de prêter le concours de la force publique.
- NILSEN et JOHNSEN c. Norvège (N° 23118/93) ayant trait à une décision défavorable aux requérants - deux policiers - pour critiques d'un ouvrage sur les brutalités policières.
- HASHMAN et HARRUP c. Royaume-Uni (N° 25594/94) ayant trait à une sommation pour comportement contraire aux bonnes mœurs.
- ESCOUBET c. Belgique (N° 26780/95) ayant pour objet le retrait temporaire d'un permis de conduire à la suite d'un accident de la circulation.
- ATHANASSOGLOU et autres c. Suisse (N° 27644/95) concernant le défaut allégué d'accès à un tribunal pour contester le renouvellement du permis d'exploitation d'une centrale nucléaire.
- H.A. c. Suisse (N° 27798/95) portant sur une surveillance secrète et sur la tenue d'un fichier d'informations sur le requérant.
- BRUMARESCU c. Roumanie (N° 28342/95) portant sur l'annulation par la Cour suprême de justice d'une décision définitive reconnaissant à la requérante le droit de propriété sur la maison de ses parents, nationalisée en 1950.
- PELLEGRIN c. France (N° 28541/95) ayant trait à une procédure relative à la résiliation d'un contrat de travail qui liait le requérant à l'Etat.
- DOUIYEB c. Pays-Bas (N° 31464/96) ayant pour objet une erreur dans l'ordonnance de garde à vue concernant la référence à la disposition législative fondant la détention, ce qui rendrait celle-ci illégale.
- C.C. c. Royaume-Uni (N° 32819/96) portant sur le rejet automatique des demandes de mise en liberté sous caution dans le cas de certaines infractions graves, lorsque l'accusé a déjà été condamné pour l'une de ces infractions.
- BEYELER c. Italie (N° 33202/96) concernant l'exercice par l'Etat d'un droit de préemption sur un tableau de Van Gogh, dont le requérant prétend être le véritable propriétaire.
- GONZALEZ et autres c. France (N°s 34165/96, 34166/96, 34167/96, 34168/96, 34169/96, 34170/96, 34171/96, 34172/96 et 34173/96) concernant le rejet des demandes des requérants en matière civile, en raison de l'adoption d'une législation avec effet rétroactif au cours de la procédure.
- SCOZZARI et GIUNTA c. Italie (N°s 39221/98 et 41963/98) concernant le placement d'enfants, le refus de prendre en compte la possibilité de les placer chez leur grand-mère, les restrictions au droit de visite de la mère et la décision de placer ces enfants dans un établissement géré par des personnes précédemment condamnées pour abus sexuels.
- T. c. Royaume-Uni (N° 24724/94) et V. c. Royaume-Uni (N° 24888/94) concernant le procès pour meurtre de deux garçons de onze ans - conséquence et équité ; peine et procédure de fixation de la peine, en particulier le rôle de l'exécutif dans la fixation de la période punitive ; et absence de possibilité de contrôle.
- LABITA c. Italie (N° 26772/95) concernant les mauvais traitements que le requérant aurait subis pendant sa détention, la censure de sa correspondance, la durée de sa détention provisoire, les retards de sa libération, et les mesures de prévention auxquelles il a été soumis après sa libération, notamment des restrictions de son droit de vote.

- JASPER c. Royaume-Uni (N° 27052/95), ROWE et DAVIS c. Royaume-Uni (N° 28901/95) et FITT c. Royaume-Uni (N° 29777/96) ayant pour objet la non-communication d'éléments de preuve dans le cadre d'une procédure pénale, en raison d'une immunité d'intérêt public.
- CHA'ARE SHALOM VE TSEDEK c. France (N° 27417/95) portant sur le refus d'octroyer à une association juive orthodoxe l'autorisation de procéder à l'abattage rituel d'animaux.
- FRYDLENDER c. France (N° 30979/96) ayant trait à des droits de caractère civil – l'emploi du requérant par l'Etat en tant qu'agent contractuel et la durée d'une procédure.
- THLIMMENOS c. Grèce (N° 34369/97) portant sur le refus des autorités de nommer le requérant, témoin de Jéhovah, à un poste d'expert-comptable, au motif qu'il avait été condamné pour avoir refusé d'effectuer son service militaire, et sur la durée de la procédure devant le Conseil d'Etat.
- ELSHOLZ c. Allemagne (N° 25735/94) ayant pour objet le refus d'accorder à un père le droit de visite à son fils, et l'iniquité alléguée de la procédure y afférente.
- ROTARU v. Romania (N° 28341/95) concernant la conservation, par le service roumain des renseignements, de données sur la vie privée du requérant, et l'impossibilité dans laquelle se trouve l'intéressé d'obtenir la modification ou l'annulation d'informations qu'il estime fausses et diffamatoires.
- CHYPRE c. TURQUIE (N° 25781/94) portant sur la situation en Chypre et faisant état de violations continues de la Convention, eu égard au rapport de la Commission relatif à une requête antérieure (N° 8007/77).
- ILHAN c. Turquie (N° 22277/93) ayant pour objet les allégations du requérant selon lesquelles son frère a été gravement blessé lors de son arrestation par des gendarmes et n'a pas reçu aussitôt des soins médicaux.
- SALMAN c. Turquie (N° 21986/93) concernant l'allégation de la requérante selon laquelle son mari est décédé suite à des mauvais traitements subis pendant sa garde à vue.
- MENNITTO c. Italie (N° 33804/96) concernant la durée d'une procédure civile.
- T.P. et K.M. c. Royaume-Uni (N° 28945/95) concernant le placement d'un enfant sous tutelle et l'absence alléguée de garanties procédurales.
- Z. et autres c. Royaume-Uni (N° 29392/95) concernant l'impuissance alléguée d'une autorité locale à prendre des mesures appropriées pour protéger les enfants en butte à de mauvais traitements de la part de leurs parents.
- L'ex-ROI DE GRÈCE et autres c. Grèce (N° 25701/94) concernant la propriété de biens royaux.
- MIKULSKI c. Pologne (N° 27914/95) concernant la durée d'une détention préventive et la durée d'une procédure pénale.
- CHAPMAN c. Royaume-Uni (N° 27238/95) concernant le refus des autorités d'autoriser des gitans à vivre dans des caravanes sur leur propre terre.
- KUDLA c. Pologne (N° 30210/96) concernant le caractère approprié de traitements psychiatriques appliqués en prison, la durée d'une détention provisoire et la durée d'une procédure pénale.
- HASAN et CHAUCH c. Bulgarie (N° 30985/96) concernant le remplacement par l'Etat d'un chef religieux musulman.

- D.N. c. Suisse (N° 27154/95) concernant l'impartialité d'un tribunal statuant sur la demande de mise en liberté d'une personne internée en établissement psychiatrique.

**IX. TABLEAU RECAPITULATIF DES ARRETS DE SECTION NON-DEFINITIFS
RENDUS EN 1999**

(avec indication de la date où l'arrêt est devenu ou devrait devenir définitif)¹

Titre	Section	Date de l'arrêt	Expiration du délai de 3 mois	
Ledonne c. Italie (no. 1)	2	12 mai 1999	12 août 1999	définitif
Sacomanno c. Italie	2	12 mai 1999	12 août 1999	définitif
Ledonne v. Italie (no. 2)	2	12 mai 1999	12 août 1999	définitif
Caillot c. France	3	4 juin 1999	4 septembre 1999	définitif
Nunes Violante c. Portugal	4	8 juin 1999	8 septembre 99	définitif
Santos c. Portugal	4	22 juillet 1999	22 octobre 1999	définitif
Lustig-Prean et Beckett c. Royaume-Uni	3	27 septembre 1999	27 décembre 99	définitif
Smith et Grady c. Royaume-Uni	3	27 septembre 1999	27 décembre 1999	définitif
Moore et Gordon c. Royaume-Uni	3	29 septembre 1999	29 décembre 1999	définitif
Smith et Ford c. Royaume-Uni	3	29 septembre 1999	29 décembre 1999	définitif
Serre c. France	3	29 septembre 1999	29 décembre 1999	définitif
Djaid c. France	3	29 septembre 1999	29 décembre 1999	définitif
Donsimoni c. France	3	5 octobre 1999	5 janvier 2000	demande
Riera Blume c. Espagne	4	14 octobre 1999	14 janvier 2000	
Gelli c. Italie	2	19 octobre 1999	19 janvier 2000	demande
Maini c. France	3	26 octobre 1999	26 janvier 2000	
Varipati c. Grèce	2	26 octobre 1999	26 janvier 2000	
Debboub v. France	3	9 novembre 1999	9 février 2000	
Arvois c. France	3	23 novembre 1999	23 février 2000	
Marques Gomes Galo c. Portugal	4	23 novembre 1999	23 février 2000	
Galinho Carvalho Matos c. Portugal	4	23 novembre 1999	23 février 2000	
Bouilly c. France	3	7 décembre 1999	7 mars 2000	
Antonakopoulos c. Grèce	3	14 décembre 1999	14 mars 2000	
Khalfaoui c. France	3	14 décembre 1999	14 mars 2000	
De Blasiis c. Italie	2	14 décembre 1999	14 mars 2000	
Marchetti c. Italie	2	14 décembre 1999	14 mars 2000	
A.M. c. Italie	2	14 décembre 1999	14 mars 2000	
G.B.Z. et L.Z. c. Italie	2	14 décembre 1999	14 mars 2000	
Edil Tes s.n.v. c. Italie	2	14 décembre 1999	14 mars 2000	
Cittadini et Ruffini c. Italie	2	14 décembre 1999	14 mars 2000	
I. c. Italie	2	14 décembre 1999	14 mars 2000	
Cantacessi c. Italie	2	14 décembre 1999	14 mars 2000	
Cassetta c. Italie	2	14 décembre 1999	14 mars 2000	
Castelli c. Italie	2	14 décembre 1999	14 mars 2000	
Aiello c. Italie	2	14 décembre 1999	14 mars 2000	
R. c. Italie	2	14 décembre 1999	14 mars 2000	
P. c. Italie	2	14 décembre 1999	14 mars 2000	
Privitera c. Italie	2	14 décembre 1999	14 mars 2000	
Muso c. Italie	2	14 décembre 1999	14 mars 2000	
Di Rosa c. Italie	2	14 décembre 1999	14 mars 2000	
F. c. Italie	2	14 décembre 1999	14 mars 2000	
Massi c. Italie	2	14 décembre 1999	14 mars 2000	
Iadanza c. Italie	2	14 décembre 1999	14 mars 2000	
Ercolino et autres c. Italie	2	14 décembre 1999	14 mars 2000	
Serif c. Grèce	2	14 décembre 1999	14 mars 2000	
Ferreira de Sousa c. Portugal	4	14 décembre 1999	14 mars 2000	
Salgueiro de Silva Mouta c. Portugal	4	21 décembre 1999	21 mars 2000	
Freitas Lopes c. Portugal	4	21 décembre 1999	21 mars 2000	

¹ Ce tableau ne tient pas compte des arrêts de radiation du rôle.

X. INFORMATIONS STATISTIQUES

	1.11.98-31.12.98	1999	
I. Arrêts prononcés			
Grande Chambre	0	63	
Chambre I	0	3	
Chambre II	0	66	
Chambre III	0	26	
Chambre IV	0	19	
Total	0	177	
II. Requêtes déclarées recevables			
Section I	2	153	
Section II	6	302	
Section III	8	189	
Section IV	9	87	
Total	25	731	
III. Requêtes déclarées irrecevables			
Section I	- Chambre	3	54
	- Comité	16	545
Section II	- Chambre	8	117
	- Comité	13	563
Section III	- Chambre	5	159
	- Comité	17	559
Section IV	- Chambre	8	125
	- Comité	49	1267
Total	119	3389	
IV. Requêtes rayées du rôle			
Section I	- Chambre	0	10
	- Comité	0	24
Section II	- Chambre	0	22
	- Comité	0	11
Section III	- Chambre	0	25
	- Comité	0	10
Section IV	- Chambre	0	12
	- Comité	0	16
Total	0	130	
Nombre total de décisions¹	381	4250	
V. Requêtes communiquées			
Section I	4	455	
Section II	17	446	
Section III	7	394	
Section IV	10	301	
Nombre total de requêtes communiquées	38	1596	

¹ Les statistiques concernant les arrêts indiquent le nombre d'arrêts rendus. Un arrêt peut concerner plusieurs requêtes.

² Les statistiques concernant les décisions se rapportent au nombre de requêtes individuelles et ne tiennent pas compte du fait que certaines décisions aient pu concerné plusieurs requêtes.

Evolution du nombre de requêtes individuelles introduites devant la Cour (anciennement la Commission) /
Development in the number of individual applications lodged with the Court (formerly the Commission) /

	1955	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	TOTAL
Dossiers Provisoires <i>Provisional files</i>	- 1982	3150	3007	2831	2869	3675	4108	4900	4942	5550	5875	9323	9968	10201	12143	12469	16353	20399	153921
Requêtes enregistrées <i>Applications registered</i>	10210	499	586	596	706	860	1009	1445	1657	1648	1861	2037	2944	3481	4758	4750	5981	8396	53424
Décisions rendues <i>Decisions taken</i>	9548	436	582	582	511	590	654	1338	1216	1659	1704	1765	2372	2990	3400	3777	4420	4250	41794
Requêtes déclarées irrecevables ou rayées du rôle <i>Applications declared inadmissible or struck off the list</i>	9251	407	528	512	469	559	602	1243	1065	1441	1515	1547	1789	2182	2776	3073	3658	3519	36136
Requêtes déclarées recevables <i>Applications declared admissible</i>	297	29	54	70	42	31	52	95	151	217	189	218	582	807	624	703	762	731	5654
Décisions de rejet en cours d'examen au fond <i>Decisions to reject in the course of the examination of the merits</i>	8	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	1	0	0	1	0	0	12
Arrêts rendus par la Cour Judgments delivered by the Court	61	15	18	11	17	32	26	25	30	72	81	60	50	56	72	106	105	177	1014

XI. TABLEAUX STATISTIQUES PAR PAYS

DOSSIERS PROVISOIRES ET REQUÊTES / PROVISIONAL FILES AND APPLICATIONS *

Etat <i>State</i>	Dossiers provisoires ouverts <i>Provisional files opened</i>	Requêtes enregistrées <i>Applications registered</i>	Requêtes déclarées irrecevables ou rayées du rôle <i>Applications declared inadmissible or struck off</i>	Requêtes communiquées au Gouvernement <i>Applications referred to Government</i>	Requêtes déclarées recevables <i>Applications declared admissible</i>
Albanie/ <i>Albania</i>	8	1	2	-	-
Allemagne/ <i>Germany</i>	1596	534	331	11	1
Andorre/ <i>Andorra</i>	-	1	1	-	-
Autriche/ <i>Austria</i>	356	229	153	28	9
Belgique/ <i>Belgium</i>	262	137	29	26	11
Bulgarie/ <i>Bulgaria</i>	402	197	57	6	2
Chypre/ <i>Cyprus</i>	29	17	5	2	3
Croatie/ <i>Croatia</i>	156	103	32	1	-
Danemark/ <i>Denmark</i>	121	56	57	6	2
Espagne/ <i>Spain</i>	315	228	130	27	12
Estonie/ <i>Estonia</i>	54	29	7	-	2
Finlande/ <i>Finland</i>	175	144	85	9	3
France/ <i>France</i>	2586	868	280	121	51
Georgie/ <i>Georgia</i>	10	-	-	-	-
Grèce/ <i>Greece</i>	184	143	70	23	17
Hongrie/ <i>Hungary</i>	229	94	53	1	1
Irlande/ <i>Ireland</i>	37	20	6	1	3
Islande/ <i>Iceland</i>	4	1	3	2	2
Italie/ <i>Italy</i>	3652	881	255	872	423
Lettonie/ <i>Latvia</i>	74	29	11	1	-
Liechtenstein/ <i>Liechtenstein</i>	1	1	1	-	-
Lituanie/ <i>Lithuania</i>	166	76	23	14	3
Luxembourg/ <i>Luxembourg</i>	29	12	8	4	-
ERY Macédoine/ <i>FYRO Macedonia</i>	30	15	9	2	-
Malte/ <i>Malta</i>	12	6	2	1	1
Moldova/ <i>Moldova</i>	135	32	6	2	-
Norvège/ <i>Norway</i>	41	20	11	2	3
Pays-Bas/ <i>Netherlands</i>	278	206	121	8	1
Pologne/ <i>Poland</i>	2898	691	358	33	3
Portugal/ <i>Portugal</i>	149	112	22	26	17
Roumanie/ <i>Roumania</i>	1062	294	33	46	1
Royaume-Uni/ <i>United Kingdom</i>	1054	429	222	43	32
Russie (Fed)/ <i>Russia (Fed)</i>	1787	972	348	4	-
Saint-Marin/ <i>San Marino</i>	1	-	1	1	1
Rép. Slovaque/ <i>Slovak Rep.</i>	227	163	42	14	3
Slovénie/ <i>Slovenia</i>	116	86	25	1	1
Suède/ <i>Sweden</i>	302	175	102	6	1
Suisse/ <i>Switzerland</i>	291	156	94	3	2
Rép. Tchèque/ <i>Czec Rep.</i>	282	150	61	12	4
Turquie/ <i>Turkey</i>	518	655	153	278	112
Ukraine/ <i>Ukraine</i>	770	433	310	5	4
Total	20399	8396	3519	1642	731

* Décisions sur la recevabilité peuvent traiter plus qu'une requête (requêtes jointes). / *Decisions on admissibility may deal with more than one application (joined applications)*

ARRETS / JUDGMENTS

<i>Etat en cause/ State concerned</i>	<i>Affaires ayant donné lieu à un constat de / Cases which gave rise to a finding of</i>		<i>Affaires n'ayant pas donné lieu à un constat sur le fond/ Cases which gave rise to no finding on the merits</i>	
	<i>Au moins une violation/ at least one violation</i>	<i>Non-violation/ Non-violation</i>	<i>Affaires rayées du rôle / Cases struck out of the list</i>	<i>Affaires non examinées au fond / Cases not examined on the merits</i>
<i>ANDORRE / ANDORRA</i>			1	
<i>AUTRICHE / AUSTRIA</i>	3			
<i>BELGIQUE / BELGIUM</i>	1	1		
<i>BULGARIE / BULGARIA</i>	1			
<i>CHYPRE / CYPRUS</i>	1			
<i>REPUBLIQUE TCHEQUE / CZECH REPUBLIC</i>		1		
<i>FRANCE / FRANCE</i>	16	2	3	2
<i>ALLEMAGNE / GERMANY</i>		2	1	
<i>GRECE / GREECE</i>	5		1	
<i>HONGRIE / HUNGARY</i>		1		
<i>ITALIE / ITALY</i>	44		25	2
<i>LIECHTENSTEIN/ LIECHTENSTEIN</i>	1			
<i>MALTE / MALTA</i>	2			
<i>PAYS-BAS / NETHERLANDS</i>		1	1	
<i>NORVEGE / NORWAY</i>	2			
<i>POLOGNE / POLAND</i>	1	2		
<i>PORTUGAL : PORTUGAL</i>	8		5	
<i>ROUMANIE / ROMANIA</i>	2			
<i>SAINT-MARIN / SAN MARINO</i>	1			
<i>REPUBLIQUE SLOVAQUE / REPUBLIC OF SLOVAKIA</i>	1		1	
<i>ESPAGNE / SPAIN</i>	1	1	1	
<i>TURQUIE / TURKEY</i>	18		1	
<i>ROYAUME-UNI / UNITED KINGDOM</i>	12		2	
TOTAL / TOTAL	120	11	42	4